

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/29

16 décembre 1997

(97-5510)

Organe d'examen des politiques commerciales
7-8 octobre 1997

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

MEXIQUE

COMPTE RENDU DE LA REUNION

Présidence: S.E. M. Munir Akram (Pakistan)

	<u>Page</u>
I. REMARQUES PRELIMINAIRES DU PRESIDENT	2
II. DECLARATION LIMINAIRE DU REPRESENTANT DU MEXIQUE	3
III. DECLARATION DU PREMIER PRESENTATEUR	8
IV. DECLARATION DU SECOND PRESENTATEUR	11
V. DECLARATIONS DES MEMBRES	13
VI. REPONSES DU REPRESENTANT DU MEXIQUE ET AUTRES OBSERVATIONS	24
VII. REMARQUES RECAPITULATIVES DU PRESIDENT	42

I. REMARQUES PRELIMINAIRES DU PRESIDENT

1. Le second examen de la politique commerciale du Mexique s'est déroulé les 7 et 8 octobre 1997.
2. Le Président a souhaité la bienvenue à la délégation du Mexique, dirigée par S.E. M. Jaime Zabudovsky, Vice-Ministre du commerce et de la promotion industrielle et aux présentateurs S.E. M. Werner Corrales Leal de la délégation du Venezuela et M. Ian Wilkinson de la délégation de l'Union européenne. Comme à l'ordinaire, les deux présentateurs s'exprimeraient à titre personnel. Les présentateurs avaient communiqué au préalable un résumé des principaux sujets qu'ils entendaient traiter, dans le document WT/TPR/D/14.
3. Le Président a rappelé l'objectif des examens des politiques commerciales, ainsi que les principaux éléments des procédures qui seraient suivies pour la réunion. Le rapport du gouvernement du Mexique figurait dans le document WT/TPR/G/29 et celui du Secrétariat de l'OMC dans le document WT/TPR/S/29. Des copies des questions écrites présentées par onze délégations (Australie; Canada; Brésil; Union européenne; Hong Kong, Chine; Japon; Corée; Nouvelle-Zélande; Thaïlande et Venezuela) avaient été transmises à la délégation du Mexique.

II. DECLARATION LIMINAIRE DU REPRESENTANT DU MEXIQUE

4. Le représentant du Mexique a rappelé que des événements très importants étaient survenus au Mexique depuis le précédent examen de 1993. La plus grave crise économique de l'histoire récente du Mexique s'était déclenchée vers la fin de 1994. Toutefois, le pays était revenu sur la voie d'une croissance économique stable et durable plus rapidement qu'il n'avait semblé possible deux ans auparavant. Il en a été ainsi grâce au maintien par le Mexique d'un régime d'ouverture à la concurrence étrangère et grâce à la poursuite du processus de transformation structurelle et de modernisation de son économie.

5. Le représentant du Mexique a fait observer que différents facteurs expliquaient la crise survenue vers la fin de l'année 1994. La surévaluation du taux de change réel et la hausse des taux d'intérêt internationaux avaient certes aggravé l'impact de la crise, mais d'autres facteurs avaient également joué un rôle: le financement du déficit de la balance courante par des flux de capitaux particulièrement volatils; une hausse excessive de la dette à court terme en devises; le maintien d'une politique rigide des changes, même face aux transformations du contexte mondial, ainsi que des événements de première importance et de l'incertitude caractérisant l'année 1994; et enfin, la baisse de l'épargne intérieure.

6. Compte tenu de la situation d'urgence, la politique économique avait été conçue pour relever deux défis immédiats. Premièrement, il fallait trouver une solution cohérente pour remédier aux déséquilibres macro-économiques inhérents au fort déficit de la balance courante et aux pressions inflationnistes dues à la dévaluation. Deuxièmement, il fallait s'attaquer au problème de la venue à échéance de la dette publique à court terme, ainsi que du surendettement du secteur privé et de ses implications pour le système financier.

7. Pour remédier aux déséquilibres macro-économiques, la politique fiscale avait eu pour but d'accroître les revenus par une augmentation des impôts indirects, une hausse des prix et des tarifs du secteur public et par une réduction des dépenses budgétaires. La politique monétaire avait consisté à poursuivre un objectif de maîtrise des effets inflationnistes de la dévaluation. Avec l'aide des institutions financières internationales et des principaux partenaires commerciaux du Mexique, le problème de liquidités créé par la venue à échéance de la dette à court terme en dollars avait été résolu en 1995.

8. En raison des difficultés du système financier, des programmes avaient été mis au point pour renforcer les banques mexicaines. Un programme avait été mis en place en septembre 1995 afin d'atténuer les répercussions à court terme de la hausse des taux d'intérêt sur les débiteurs de petite et moyenne importances. D'autres programmes avaient été lancés en 1996 pour aider le secteur agricole et les personnes ayant contracté des prêts au logement.

9. Le faible niveau de l'épargne intérieure avait été l'une des principales causes de la crise économique survenue vers la fin 1994. Le Mexique s'était donc engagé dans une ambitieuse réforme du système des retraites qui, dans une perspective à moyen et long termes, permettrait d'augmenter l'offre de ressources intérieures pour financer la croissance économique. Le nouveau système fondé sur un programme de comptes individuels de capitalisation pour chaque travailleur, géré par de nouvelles institutions financières privées, a pris le relais des fonds mixtes renouvelables du précédent système de retraite. Grâce à ce nouveau mécanisme, il était prévu que le niveau de l'épargne intérieure passe de 20,4 pour cent du PIB en 1996 à 22,2 pour cent en l'an 2000.

10. Outre ces mesures macro-économiques, les changements structurels introduits dans l'économie mexicaine avaient été accélérés en 1995 et en 1996 grâce à la libéralisation du régime des investissements étrangers, à la déréglementation économique, à la privatisation des entreprises publiques et à la libéralisation des échanges. Par conséquent, contrairement à 1982, date à laquelle le Mexique avait adopté des mesures protectionnistes pour faire face à la crise de la balance des paiements de cette année,

en 1995 la modernisation de l'économie avait été accélérée et le Mexique avait réaffirmé son engagement de respecter les disciplines multilatérales d'une économie de marché.

11. La mise en oeuvre d'un programme rigoureux et les efforts déployés depuis plus d'une décennie avaient permis de venir à bout de la crise, après une période relativement courte, et de faire progresser la croissance sur une base saine. Alors que le PIB avait diminué de 6,2 pour cent en 1995, l'économie avait connu en 1996 une nette reprise marquée par une progression de 5,1 pour cent. Dans la première moitié de 1997, la croissance du PIB avait atteint 7 pour cent. Il était prévu que l'économie du Mexique conserve un taux de croissance d'au moins 5 pour cent par an, jusqu'en l'an 2000. Parallèlement à la reprise de la croissance économique, l'inflation avait fléchi, tombant de 52 pour cent en 1995 à 27,7 pour cent en 1996. En 1997, il était prévu qu'elle soit proche de 15 pour cent et poursuive sa baisse les années suivantes.

12. Le représentant du Mexique a déclaré que des changements très importants étaient survenus dans le commerce extérieur du Mexique ces quatre dernières années, la croissance de son économie et de ses exportations étant liée à la disponibilité de moyens de production dans des conditions compétitives et à un meilleur accès des produits mexicains aux marchés étrangers. Les exportations avaient beaucoup augmenté de 1992 à 1996, passant de 46,2 milliards de dollars EU à 96 milliards de dollars EU l'an dernier, avec un taux de croissance annuel moyen de 20 pour cent. En fait, grâce à la libéralisation de l'économie et aux transformations structurelles, les exportations avaient contribué à atténuer la crise et permis un retour à la croissance. Sans l'accroissement des exportations, on a estimé que la réduction du PIB en 1995 aurait été proche de 9,5 pour cent au lieu de 6,2 pour cent. D'après les chiffres du dernier rapport annuel de l'OMC, en 1996 le Mexique s'était situé au dixième rang des pays exportateurs et des pays importateurs, ce qui témoignait d'une intégration de plus en plus poussée à l'économie mondiale. Alors que le volume total des échanges en proportion du PIB était de 29,1 pour cent en 1993, il avait atteint 55,4 pour cent en 1996, ce qui correspondait à un niveau absolu de 186,2 milliards de dollars EU.

13. En ce qui concerne la mise en oeuvre de la politique commerciale, le représentant du Mexique a noté que suite à la réduction des droits de douane, en vertu des accords signés par son pays, et compte tenu des mesures unilatérales de libéralisation, la moyenne tarifaire pondérée était tombée de 7,8 pour cent en 1993 à 2,7 pour cent en 1997. Puisque les mesures unilatérales de libéralisation, qui ont concerné plus de 1 200 produits avaient bénéficié à tous ses partenaires commerciaux, le Mexique espérait que ces derniers adopteraient en retour des mesures analogues. Comme il l'avait déclaré lors des négociations du Cycle d'Uruguay, le Mexique était disposé à continuer à consolider ses droits de douane à des niveaux de plus en plus bas, à la faveur des cycles de négociations prévus dans les années à venir.

14. Conformément aux engagements du cycle de négociations de l'Uruguay, en janvier 1995, les licences d'importation préalables avaient été remplacées par l'application de droits de douane à 67 produits agricoles et des contingents tarifaires avaient été établis pour assurer l'accès au marché mexicain. Du fait de la tarification, les droits hors contingent étaient importants sur certains produits; toutefois, dans le cas du Mexique, un certain nombre d'importations agricoles soumises à des contingents tarifaires avaient été astreintes à des droits moins élevés.

15. Quant à la politique adoptée pour les négociations commerciales internationales, le représentant du Mexique a déclaré que, outre les accords multilatéraux de l'OMC, le Mexique avait favorisé une plus grande ouverture par la négociation d'accords de libre-échange, qui constituaient un élément fondamental de sa politique commerciale. Ainsi, le Mexique était partie aux accords commerciaux suivants: l'Accord de complémentarité économique avec le Chili (à partir de 1992); l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les Etats-Unis et le Canada (1994); le Groupe des Trois (G-3) avec la Colombie et le Venezuela (1995) et les accords de libre-échange avec la Bolivie et le Costa Rica (1995). Ces accords, dont certains remontent à une date antérieure à la conclusion

des Accords du Cycle d'Uruguay; se caractérisaient par un champ d'application pratiquement universel en termes de biens et de services et contenaient des dispositions relatives aux obstacles techniques au commerce, aux marchés publics, aux investissements, à la propriété intellectuelle et au règlement des différends. Le Mexique avait étendu à tous les Membres de l'OMC les avantages de ces accords dans des secteurs tels que les investissements, les procédures douanières et la propriété intellectuelle.

16. La compatibilité entre les dispositions des différents accords simplifiait leur application en évitant un lourd fardeau administratif aux autorités comme aux entreprises du secteur privé participant aux activités commerciales et aux activités d'investissement menées dans ce cadre. De plus, ces accords faisaient office d'instruments juridiques permettant au Mexique de développer et de diversifier ses marchés et d'offrir au secteur privé un horizon fiable de planification à moyen et long termes.

17. Hormis les accords en vigueur, le Mexique avait achevé il y a quelques semaines les négociations concernant un accord de libre-échange avec le Nicaragua. Des pourparlers étaient également en cours en vue d'une extension de l'accord au Chili, tandis que des accords de libre-échange étaient en voie de négociation avec le Guatemala, le Honduras et El Salvador (un seul accord), comme avec le Panama, l'Equateur et le Pérou. Un accord provisoire était recherché avec le MERCOSUR afin de remplacer les accords individuels existants dans le cadre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), qui servirait de base pour des négociations futures plus larges.

18. Le Mexique participait aussi à titre d'observateur aux travaux du marché commun des Caraïbes, dans le cadre d'un processus d'intégration régionale concernant 14 pays de la région et collaborait activement avec les 24 autres pays membres de l'Association des Etats Caraïbes dans différents domaines, notamment le commerce, le transport et le tourisme. Enfin, il participait aux négociations en vue de la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) qui doivent aboutir en 2005.

19. Des négociations avaient été conclues en juillet avec l'Union européenne sur un accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération. Aux termes de cet accord, des négociations commenceraient en 1998 afin de libéraliser les échanges de biens et de services, les paiements et les mouvements de capitaux, ainsi que les marchés publics; il instaurerait en outre des disciplines dans les secteurs de la concurrence, de la propriété intellectuelle et du règlement des différends. En 1993, le Mexique avait d'autre part adhéré à l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), qui s'était fixé pour objectif l'instauration dans cette région du monde d'un régime de liberté des échanges et des investissements en l'an 2010, pour les économies développées et en l'an 2020 pour les économies en développement.

20. Le Mexique estimait que les accords régionaux instaurent des précédents importants dans certains domaines susceptibles d'être intégrés à de futures négociations multilatérales, par exemple les services et des investissements, et qu'ils avaient incité à multiplier les mesures régionales et multilatérales de libéralisation. Le Mexique continuerait à négocier des accords commerciaux régionaux de manière compatible avec les règles de l'OMC. Il estimait que de tels accords, ayant pour effet de compléter de manière substantielle les initiatives de libéralisation multilatérales, permettaient de réaliser plus rapidement une ouverture du marché. De fait, le Mexique avait participé activement aux travaux de l'OMC et cherchait de toute évidence à poursuivre la libéralisation multilatérale des échanges. Il incombait donc aux Membres de l'OMC de décider jusqu'à quel point et à quel rythme l'objectif de liberté des échanges devait être atteint à l'échelle mondiale.

21. Le représentant du Mexique a ensuite examiné différentes mesures prises par son gouvernement afin de continuer le programme de réformes économiques, notamment la libéralisation du régime de l'investissement étranger direct, la protection des droits de propriété intellectuelle, la déréglementation de l'économie, la promotion de la concurrence économique et la législation en matière de normalisation. Sur le premier point, il a fait observer que la Loi sur l'investissement étranger (promulguée en 1993)

avait consolidé et fait progresser la libéralisation entreprise en 1989 et qu'elle avait développé, sur la base de la nation la plus favorisée (clause NPF), la libéralisation convenue aux termes de l'ALÉNA. En vertu de cette loi, les restrictions imposées aux investissements étrangers concernant la plupart des activités économiques avaient été supprimées.

22. En 1995, le régime des investissements avait été libéralisé dans les secteurs des chemins de fer, des communications par satellite, ainsi que du stockage, du transport et de la distribution du gaz naturel, activités qui relevaient précédemment du domaine réservé à l'Etat. Suite à ces mesures, sur les 704 activités figurant dans la classification des activités et des produits mexicains (CMAP), 606 avaient été ouvertes aux investissements étrangers directs, 37 avaient accepté une participation pouvant atteindre 100 pour cent après décision favorable de la Commission nationale des investissements étrangers (CNIE), 35 avaient autorisé une participation minoritaire et 16 avaient été réservées aux mexicains; et enfin, dix avaient été réservées à l'Etat. De ce fait, et compte tenu des perspectives favorables de rentabilité à moyen et long termes offertes par le Mexique, le pays avait reçu 32 milliards de dollars EU d'investissements étrangers directs de 1994 à 1996, soit 10 pour cent du montant total des investissements étrangers directs destinés aux pays en développement. En 1997, il était prévu que le pays reçoive 11 milliards de dollars EU d'investissements supplémentaires.

23. Le représentant du Mexique a précisé qu'un aspect fondamental de la politique commerciale consistait à protéger les droits de propriété intellectuelle. Avec la publication de la Loi sur la propriété industrielle en 1991, qui compte parmi les plus avancées au monde, le Mexique avait entrepris la réforme de son cadre réglementaire et s'était engagé dans un renforcement notable du niveau de protection. Ce processus avait été accéléré par les amendements apportés en 1994 à la Loi sur la propriété industrielle (LPI), par la promulgation en 1996 d'une nouvelle Loi fédérale sur le droit d'auteur et par les modifications apportées au Code pénal également dans certains domaines relatifs au droit d'auteur. Ces instruments avaient conduit respectivement à la création de l'Institut mexicain de la propriété industrielle et de l'Institut national du droit d'auteur (INDA), organismes de surveillance chargés d'assurer la protection de la propriété intellectuelle. La nouvelle législation instituait par ailleurs des procédures administratives et judiciaires efficaces et aggravait considérablement les sanctions en cas d'infraction.

24. En 1995, le Mexique avait signé la Convention internationale pour la protection des nouvelles variétés végétales et la Loi fédérale sur la protection des variétés végétales avait été promulguée en octobre 1996. En 1997, le Mexique avait été confirmé dans sa qualité de membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).

25. Le représentant du Mexique a fait observer que la déréglementation de l'économie contribuait à promouvoir les investissements, du fait que l'existence de règles simples et transparentes facilitait l'instauration d'un climat de sécurité juridique et réduisait les coûts de financement à la charge des entreprises existantes, ainsi que les coûts de démarrage supportés par les entreprises nouvelles. L'existence d'un fardeau réglementaire excessif s'avérait particulièrement préjudiciable pour les petites entreprises dont le dirigeant devait accomplir lui-même les formalités. Pour mener à bien la déréglementation économique, le Conseil de la déréglementation économique, constitué de représentants du secteur public, de l'industrie, du monde du travail et de l'université, avait été créé en 1995. Les activités du Conseil avaient touché quatre domaines: élimination ou simplification des procédures fédérales actuelles; révision et amélioration des nouveaux projets de réglementation; formulation de propositions de réformes législatives et administratives visant à améliorer le cadre juridique de l'activité économique; et aide aux Etats fédéraux pour mener à bien leurs propres programmes de déréglementation économique.

26. Une liste des formalités auxquelles les entreprises étaient assujetties avait été établie en décembre 1996 et validée par l'administration fédérale. Elle était en outre publiée, notamment sur l'Internet. Sous forme d'une compilation des informations concernant les formalités économiques de l'administration fédérale en un lieu donné, cette liste assurait aux entreprises une sécurité juridique accrue. Le SECOFI ainsi que les Ministres des affaires étrangères, de la santé, de la main-d'oeuvre et des affaires sociales et le Département du district fédéral s'étaient engagés auprès du Conseil de la déréglementation économique à supprimer et à simplifier les formalités administratives. Plus des deux tiers de ces engagements avaient déjà été remplis et les questions en suspens devaient être réglées à la fin de 1997.

27. Le représentant du Mexique a déclaré qu'un autre élément important des modifications structurelles survenues dans son pays était la politique de la concurrence. La promotion de la concurrence économique en vertu de la Loi promulguée en 1993 et grâce à la création la même année de la Commission fédérale de la concurrence, avaient eu pour effet de stimuler le processus de libéralisation des échanges au Mexique au cours des quatre dernières années. La politique de la concurrence avait contribué de manière décisive à empêcher qu'une éventuelle concentration du marché dans certains secteurs ne nuise à l'efficacité économique, et plus particulièrement à l'accessibilité du marché mexicain aux importations. A cet égard, le Mexique attachait une importance fondamentale au Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC, au cas où la nécessité d'un examen s'imposerait, notamment quant aux liens entre la politique de la concurrence et les autres instruments de politique commerciale, notamment les dispositions antidumping.

28. Au sujet des normes, il a signalé que les modifications apportées à la législation sur la normalisation qui étaient entrées en vigueur en août 1997 avaient incité le secteur privé à participer à l'élaboration, à la certification et à la vérification des normes. Simultanément, l'objectif poursuivi consistait à étendre la déréglementation et à augmenter la transparence des activités correspondantes, ainsi qu'à obtenir la reconnaissance mutuelle avec d'autres pays de l'infrastructure technique. Ces réformes garantissaient que les réglementations et les normes techniques ne constitueraient pas des obstacles non fondés au commerce.

29. Il a conclu en déclarant que le Mexique avait non seulement fait face à la situation d'urgence économique survenue vers la fin de 1994 et en 1995 grâce à un programme de stabilisation macro-économique, mais avait poursuivi et accéléré son programme de transformations structurelles. L'économie mexicaine connaissait actuellement une croissance à laquelle le commerce extérieur contribuait pour une part de plus en plus grande. Par conséquent, le Mexique s'engageait à poursuivre des efforts de libéralisation au niveau multilatéral et soutenait fermement l'ouverture prochaine d'un nouveau cycle de négociations dans le cadre de l'OMC.

III. DECLARATION DU PREMIER PRESENTATEUR

30. Le premier présentateur (S.E. M. l'Ambassadeur Werner Corrales Leal) a déclaré que, compte tenu de l'expérience acquise par son pays en matière de réformes et de développement économique, il traiterait essentiellement des deux questions suivantes: les perspectives macro-économiques à court et moyen termes, et le développement économique et la durabilité des réformes à moyen terme. Il a fait observer que depuis le précédent examen de sa politique commerciale, le Mexique avait subi et rapidement surmonté une crise grave sans revenir sur les réformes macro-économiques ou commerciales, ni relâcher la discipline budgétaire.

31. Le PIB avait reculé de 6,2 pour cent en 1995, mais avait réalisé un bond de 5,1 pour cent en 1996; une croissance semblable était prévue pour 1997. L'indice des prix à la consommation avait culminé à 35 pour cent en 1995 et 1996, avant de revenir à un taux annuel équivalent de 24,7 pour cent au premier trimestre de l'année 1997, et il était prévu qu'il tombe à 15 pour cent à la fin de 1997. Les réserves en devises étrangères étaient tombées de 24,5 milliards de dollars EU à 6,1 milliards de dollars EU en 1994 et le système bancaire avait demandé une assistance d'un montant équivalant à 8,4 pour cent du PIB. Sans faire appel à des mesures de contrôle des mouvements de capitaux ou de contrôle des changes, le Mexique avait réussi à rétablir l'équilibre de sa balance des comptes courants, avait repris ses opérations sur les marchés internationaux des capitaux et avait reconstitué ses réserves de devises étrangères. Au cours des quatre dernières années, la structure économique du Mexique avait connu des transformations importantes, notamment une augmentation de sa productivité industrielle et un accroissement persistant de la part des exportations manufacturées par rapport au PIB.

32. Il convenait de rendre hommage au Mexique pour avoir poursuivi les réformes pendant la crise et mené à bien le programme macro-économique qui, avec l'aide internationale, avait permis de rétablir l'équilibre macro-économique et la croissance. Le programme en question s'était appuyé sur la réalisation d'un excédent budgétaire, et d'un important ajustement de change initial ("surréaction en termes de parité de pouvoir d'achat"), qui avait permis une appréciation graduelle pendant pratiquement deux années, ainsi qu'une politique monétaire initialement très restrictive pour compenser les pressions inflationnistes particulièrement fortes dues à la dévaluation.

33. L'évolution récente de certains indicateurs et le nouveau contexte politique dans lequel il faudrait prendre certaines décisions pour maintenir le programme de réformes conduisaient à s'interroger sur certains points. Différents signes étaient apparus ces derniers mois d'un déficit de la balance courante et d'un fléchissement de la croissance des exportations alimenté à l'origine par la dépréciation de la monnaie réalisée en décembre 1994. L'appréciation du taux de change avait contribué à ralentir l'inflation intérieure, mais avait sans doute altéré par ailleurs l'avantage à l'exportation à l'origine de la rapide reprise de 1996. Ce phénomène était vraisemblablement lié à un financement du déficit par les entrées de capitaux attirés par le niveau élevé des taux d'intérêt réels. Ces différents facteurs expliquaient sans doute l'instabilité de la balance des paiements et des réserves, ainsi que la fragilisation de la compétitivité des exportations du secteur privé. Le présentateur a posé les questions suivantes: quelle était l'opinion du Mexique quant aux perspectives à court terme de la balance des paiements, compte tenu de la composition récente des importations et de l'évolution probable de la production liée aux exportations et de l'investissement? Comment allaient évoluer la politique des changes et la politique monétaire et comment étaient-elles liées à l'évolution des exportations et de la balance des paiements?

34. Une autre question d'ordre macro-économique se rapportait à la politique budgétaire en fonction des changements qui affectaient probablement ou avaient réellement affecté le contexte des décisions des pouvoirs publics. La réussite du programme macro-économique du Mexique reposait dans une large mesure sur l'efficacité accrue du Trésor en matière de mobilisation de fonds et sur le maintien de la discipline budgétaire, qui avaient permis d'équilibrer les comptes publics en 1995 et 1996. Ces

résultats étaient également liés à des facteurs exogènes, à savoir le niveau élevé des cours du pétrole et les faibles taux d'intérêt qui s'étaient traduits par d'importantes recettes budgétaires provenant de la PEMEX et par un niveau acceptable des remboursements de la dette extérieure qui constituaient une part notable du budget du Mexique. Le présentateur s'est interrogé sur la capacité du Mexique de maintenir un équilibre budgétaire dans les années à venir, compte tenu des initiatives probables du Congrès dans le sens d'une augmentation des dépenses ou d'une réduction des impôts indirects ou encore dans l'hypothèse d'une chute des cours du pétrole en 1998. L'éventualité de pressions politiques en faveur d'une augmentation des dépenses était, comme dans le cadre de tous les programmes d'ajustement, associée à la chute brutale de la consommation privée et à la baisse des revenus par habitant, qui avaient touché davantage les groupes à faible revenu et suscité d'importantes revendications politiques.

35. La libéralisation des échanges et l'équilibre macro-économique étaient certes nécessaires, mais risquaient de ne pas suffire à assurer l'équilibre à moyen terme de la balance des paiements, ainsi que la croissance de la production. Qui plus est, la croissance économique avait un sens si, et seulement si, elle profitait à une part croissante de la population, ce qui, comme en témoignait l'expérience des pays d'Amérique latine dans les années 90, n'était pas une conséquence automatique de la libéralisation des échanges ni des ajustements macro-économiques. La faisabilité d'un programme de réformes ambitieux comme celui du Mexique était conditionnée par le soutien politique dont il jouissait; or, tel ne pouvait être le cas que si la population profitait rapidement des avantages escomptés.

36. L'évaluation de la politique commerciale des pays en développement était incomplète si elle ne tenait compte que de considérations commerciales et macro-économiques. L'élaboration de cette politique devait nécessairement tenir compte d'autres aspects, notamment l'encouragement des investissements consacrés aux activités exportatrices, ainsi que leur intégration verticale et leur insertion au reste de l'économie; la maîtrise des technologies liées aux activités exportatrices et des techniques associées correspondantes de soutien, notamment la production de biens d'équipement; les mécanismes compensatoires permettant de maintenir dans des limites admissibles les répercussions préjudiciables pour l'emploi et pour les revenus qui résultent de la libéralisation et de la modernisation de certains secteurs, et enfin les mesures d'incitation appropriées pour obtenir un réinvestissement durable des bénéfices dans le pays, de façon à lier plus étroitement la croissance à l'épargne privée nationale. Le gouvernement mexicain avait reconnu officiellement le caractère indissociable de ces questions dans son Programme de politique industrielle et de commerce extérieur (PPICE).

37. Quant aux politiques spécifiques et à la compatibilité du développement et de la libéralisation des échanges, le présentateur a décrit la stratégie adoptée par le Mexique suite à son accession à l'OMC, qui consistait à fonder la libéralisation et les concessions commerciales sur le principe de réciprocité. Ce même principe avait été à la base de plusieurs initiatives régionales, notamment l'ALENA, le G-3 et les Accords de libre-échange avec la Bolivie et le Costa Rica. A cet égard le présentateur a posé deux questions: comment et quand le gouvernement prévoyait-il d'autres initiatives régionales de nature à aider le Mexique à diversifier sa forte dépendance à l'égard de l'Amérique du Nord, dépendance renforcée par la conclusion de l'ALENA? Dans quels domaines et jusqu'à quel point le Mexique étendrait-il les préférences de l'ALENA aux autres Membres de l'OMC?

38. En ce qui concerne l'investissement étranger direct, le Mexique avait libéralisé ses régimes de promotion et de protection, inclus les investissements étrangers directs dans ses récents accords commerciaux, et mis en application une nouvelle législation plus libérale. Le présentateur s'est interrogé sur les stratégies et les instruments de politique utilisés pour encourager les transferts de technologie à la faveur des investissements étrangers dans les principales chaînes d'exportation, ainsi que sur leur compatibilité avec les engagements pris à l'OMC par le Mexique.

39. Dans certains secteurs considérés comme essentiels pour les échanges, le Mexique appliquait différentes mesures commerciales jugées parfois incompatibles avec les principes de l'OMC par plusieurs Membres de cette dernière, ou risquant de porter préjudice à la liberté des échanges. Parmi les secteurs en question figuraient ceux de l'automobile, du textile et de l'habillement. Les mesures antidumping étaient fréquentes dans plusieurs branches de production, ce qui risquait de limiter gravement la concurrence et, par conséquent, de fausser les perspectives, tant du point de vue des échanges que de celui du développement. Quelle était la justification de ces mesures et comment seraient-elles supprimées? Quant aux mesures antidumping, le gouvernement envisagerait-il de laisser toute latitude à l'organisme chargé des enquêtes et de l'application de la législation en vigueur?

40. La modernisation et la libéralisation de secteurs tels que l'agriculture et les *maquiladoras* soulevaient des inquiétudes pour l'emploi. L'agriculture fournissait 7 pour cent du PIB, mais employait 25 pour cent de la main-d'oeuvre nationale; les trois quarts de la population vivant dans une pauvreté extrême étaient concentrés dans le secteur rural. Les *maquiladoras* employaient 900 000 personnes, soit 25 pour cent du total de la main-d'oeuvre manufacturière; les gains de productivité dans le secteur manufacturier entre 1993 et 1996 avaient eu pour effet de réduire cet effectif total de 10 pour cent. Le présentateur a demandé quel rôle jouaient les industries manufacturières et l'agriculture dans le processus de modernisation et de libéralisation de l'économie, quelles mesures étaient destinées à atténuer le dualisme et à renforcer les liens vers l'amont du secteur des *maquiladoras* et enfin comment l'ALENA contribuait à l'élimination, dans ce secteur, des mesures d'incitation éventuellement incompatibles avec les règles de l'OMC. Où en était la réforme des échanges dans le secteur de l'agriculture? Comment les mesures compensatoires et les mesures préférentielles seraient-elles adaptées aux règles de l'OMC?

IV. DECLARATION DU SECOND PRESENTATEUR

41. Le second présentateur (M. Ian Wilkinson) a noté que le Mexique était un Membre relativement récent du GATT/de l'OMC. Son accession avait été précédée par la crise de la dette au début des années 80 et suivie par une deuxième crise financière et une récession économique en 1994-1995. Les effets de la crise avaient encore des répercussions, mais la réaction du Mexique face à la crise de 1994-1995 avait été courageuse. Il avait mené des politiques vigoureuses de libéralisation, de déréglementation et d'ouverture progressive, quoique incomplète, à l'investissement étranger direct. Il avait en outre participé à de grandes négociations internationales, celles de l'ALENA et du Cycle d'Uruguay. Le présentateur a fait valoir que ces réformes avaient été entreprises dans un pays dont 51 pour cent de la population en 1992 vivait dans la pauvreté et 16 pour cent dans la pauvreté extrême.

42. Le présentateur a fait observer que l'ALENA était le principal facteur dont dépendait l'élaboration de la politique du Mexique en matière économique et commerciale. Les Etats-Unis absorbaient 80 pour cent des exportations du Mexique et assuraient 75 pour cent de ses importations. Tout en se félicitant des succès recueillis jusqu'à présent et de l'engagement en faveur de la poursuite de la libéralisation, le présentateur a signalé que plusieurs questions restaient en suspens. Ainsi il a demandé à la délégation mexicaine dans quelles conditions les avantages des mesures de libéralisation dans le cadre de l'ALENA seraient étendus à tous les Membres de l'OMC; il a notamment fait valoir qu'en vertu de l'ALENA, le Mexique éliminerait progressivement différentes mesures de soutien aux exportations, notamment le régime des *maquiladoras*, et libéraliserait les marchés publics. Le gouvernement du Mexique estimait en effet que, comme l'approche multilatérale de la libéralisation était lente, il explorait l'approche régionale. Aussi le présentateur a-t-il demandé des indications concernant la politique du gouvernement dans ce domaine, en particulier quant à l'utilisation du principe de réciprocité en tant que principe directeur fondamental de la politique commerciale. Les orientations adoptées étaient-elles fondées sur des considérations politiques ou économiques?

43. Le présentateur a fait observer qu'un aspect important de la crise de 1994-1995 était la création de conditions adéquates pour une augmentation de l'investissement étranger direct. Il a demandé à la délégation mexicaine de rapprocher le chiffre des investissements étrangers directs indiqué par la délégation (31,5 milliards de dollars EU de 1994 à 1996) de ceux du rapport du Secrétariat.¹ Il s'est par ailleurs déclaré désireux de connaître les éventuels projets de relèvement des taux limites de participation étrangère applicables dans un certain nombre de secteurs.

44. Le présentateur a noté que la politique de la concurrence et son application conditionnaient l'efficacité de la libéralisation des échanges et l'obtention effective des avantages correspondants. Aussi, le programme PPICE était-il actuellement mis en oeuvre dans le cadre du Fonds de développement national pour 1995-2000. La Loi fédérale sur la concurrence économique était entrée en vigueur en 1993 et une nouvelle Loi sur l'investissement avait été adoptée à la fin de 1993. Toutefois, il a souligné que le Mexique avait manifesté un vif intérêt pour la dimension internationale de la politique de la concurrence. Il a déclaré qu'il serait souhaitable d'en savoir davantage sur l'expérience de la Commission fédérale de la concurrence. La Commission était-elle suffisamment forte sur le plan politique? Possédait-elle les pouvoirs nécessaires d'investigation et d'exécution? Existait-il des projets de renforcement de son pouvoir? De quelle manière coopérait-elle avec ses homologues des autres pays?

¹D'après le rapport du Secrétariat, l'investissement étranger direct de 1994 à juin 1996 s'est chiffré à 18,7 milliards de dollars EU.

45. Le présentateur a jugé étonnant que le gouvernement du Mexique hésite à exposer le secteur des marchés publics à toutes les exigences de la concurrence. De fait, il est apparu que seuls les fournisseurs et les produits nationaux avaient la possibilité de participer aux appels d'offres publics du pays. Cette situation résultait du Programme de politique industrielle et de commerce extérieur qui favorisait une participation accrue de l'industrie nationale aux marchés publics. Le présentateur a demandé si le Mexique acceptait l'impératif économique en ce qui concerne l'ouverture des marchés publics à la concurrence étrangère et a demandé au gouvernement quel était le calendrier des réformes prévues dans ce domaine.

46. Si un processus de cession d'actifs publics a bien eu lieu ces 17 dernières années à l'échelle fédérale, il ressort du rapport du Secrétariat pour le précédent examen qu'il existe au Mexique huit entreprises commerciales d'Etat, la plus importante étant la CONASUPO (Compagnie nationale des approvisionnements populaires). La CONASUPO était toujours en activité, bien que le gouvernement du Mexique ait déclaré qu'il n'y avait aucune entreprise commerciale d'Etat. Le présentateur a demandé des précisions sur le point de savoir si la situation résultait d'un programme de cession d'actifs, d'une modification des prescriptions de l'OMC en matière de notifications ou si le statut de la CONASUPO avait changé.

47. Les politiques globales dans le domaine du commerce et plus généralement de l'économie étaient remarquablement cohérentes, mais le présentateur a attiré l'attention sur des incompatibilités dans certains domaines. Ainsi, il ne lui est pas apparu clairement comment le régime des *maquiladoras* pouvait être compatible avec les objectifs d'élargissement de la concurrence. Était-il équitable de faire bénéficier certaines entreprises du secteur manufacturier de conditions d'exploitation plus favorables que d'autres? S'agissait-il d'une distorsion inévitable de la concurrence? Le présentateur a demandé que soit indiqué clairement comment le régime des *maquiladoras* serait éliminé dans le cadre de l'ALENA et, plus précisément, s'il serait éliminé en ce qui concerne les pays non parties à l'ALENA.

48. Il a fait remarquer que le secteur des véhicules automobiles était composé pour l'essentiel d'entreprises à capitaux étrangers et constituait l'une des plus importantes activités manufacturières du Mexique; ce secteur avait produit 1,2 million de véhicules en 1996, dont 80 pour cent étaient exportés. Le Mexique était en outre un important exportateur de pièces automobiles, en particulier à destination des Etats-Unis. Ce secteur n'avait cependant pas fait l'objet d'une libéralisation des échanges et s'était développé grâce à une forte protection tarifaire, à des mesures d'incitation fiscales et à l'application de prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale. Les investissements étrangers avaient fait l'objet de restrictions afin de promouvoir l'industrie nationale. Le présentateur a demandé à la délégation d'indiquer comment ce secteur serait libéralisé pour les Membres de l'OMC non parties à l'ALENA.

49. Enfin, le présentateur a noté que le Mexique possédait sept banques de développement publiques destinées à financer et à promouvoir les secteurs prioritaires. Il a demandé des précisions sur les moyens utilisés par les trois principales banques pour obtenir un financement de leurs programmes de prêts et si celles-ci offraient un financement à des taux d'intérêt préférentiels. Remarquant que la BANCOMEXT proposait à ses clients des taux d'intérêt "compétitifs", il a demandé ce que cela signifiait.

V. DECLARATIONS DES MEMBRES

50. Le représentant de Hong Kong, Chine a félicité le Mexique pour l'ouverture de son régime commercial. Hong Kong, Chine avait apprécié l'excellence de ses relations de travail avec le Mexique dans le cadre de l'OMC et dans celui de l'Organisation Asie-Pacifique de coopération économique. L'utilisation par le Mexique des instruments commerciaux semblait généralement conforme aux exigences d'un régime commercial de plus en plus ouvert. Toutefois, depuis le précédent examen de sa politique commerciale, le Mexique avait de plus en plus fait appel à des mesures d'urgence, généralement sous forme de mesures antidumping, dont 90 environ étaient alors en vigueur. Il s'est déclaré préoccupé par le fait que ces mesures antidumping étaient devenues un obstacle potentiel au commerce.

51. Le représentant de Hong Kong, Chine a fait observer que le Mexique avait imposé des prescriptions spéciales en matière de certification de l'origine pour les textiles, articles d'habillement et chaussures de type particulier, afin d'empêcher des produits spécifiques faisant l'objet de mesures antidumping ou de mesures compensatoires d'échapper aux droits dissuasifs. Le certificat d'origine était une charge onéreuse pour les négociants/producteurs et ne favorisait pas les échanges.

52. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a félicité le Mexique pour les réformes économiques entreprises en dépit des circonstances difficiles auxquelles il avait été confronté ces dernières années. La poursuite des réformes et de la restructuration avait contribué de façon décisive à faciliter la reprise économique après la récession de 1995. La Nouvelle-Zélande constatait avec plaisir que la situation économique du Mexique s'était considérablement améliorée; toutefois, certains secteurs, comme celui de l'agriculture, conservaient une productivité inférieure par comparaison à d'autres et la mise en oeuvre de réformes s'avérait nécessaire. De telles réformes devaient aller de pair avec la mise en place d'un régime commercial international ouvert de type multilatéral, de même que les régimes qui en relèvent.

53. La Nouvelle-Zélande a également félicité le Mexique pour les progrès accomplis dans la négociation d'accords de libre-échange avec ses voisins. Toutefois, l'écart s'était élargi entre le traitement réservé aux partenaires commerciaux préférentiels et le traitement NPF. Il ressortait de l'expérience de la Nouvelle-Zélande que les accords de libre-échange pouvaient faciliter la libéralisation du commerce et promouvoir l'efficacité économique intérieure s'ils étaient appliqués de manière à ne pas avoir d'effets de détournement des échanges; dans son accord de rapprochement économique avec l'Australie, l'octroi par la Nouvelle-Zélande du régime de la franchise aux importations en provenance d'Australie allait de pair avec des réductions tarifaires unilatérales généralisées à l'égard de tous les partenaires commerciaux. Le programme unilatéral de réduction des droits de douane adopté par la Nouvelle-Zélande n'avait pas seulement stimulé la compétitivité de son économie nationale, mais avait en outre réduit au minimum les éventuels effets de détournement des échanges de l'accord précité. Compte tenu de l'expérience de son pays, le représentant de la Nouvelle-Zélande a incité le Mexique à poursuivre l'application et l'extension de mesures commerciales de caractère multilatéral.

54. Enfin, sa délégation avait posé plusieurs questions par écrit et attendait des réponses.

55. Le représentant de l'Union européenne a déclaré avoir été un fervent partisan des plans de libéralisation et de mondialisation du Mexique. L'Union européenne était le deuxième partenaire commercial de ce pays, bien que sa part dans les échanges de celui-ci ait diminué ces dernières années.

56. Le représentant de l'Union européenne a déclaré que depuis le précédent examen, deux faits majeurs avaient affecté l'économie et les échanges du Mexique. Le premier était la crise financière de la fin de l'année 1994 et la profonde récession économique qui lui avait fait suite, puis la reprise. Il a souligné le rôle important joué par le programme de réformes amorcé au milieu des années 80 pour faciliter une reprise rapide; le programme de réformes comportait, notamment, des initiatives visant à rationaliser et à favoriser les flux d'échanges et d'investissements, grâce à une politique de

libéralisation progressive (par exemple, réductions tarifaires, investissements), de simplification des procédures douanières et d'amélioration du cadre réglementaire (droits de propriété intellectuelle, investissement, etc.); le deuxième fait majeur était la conclusion de l'ALENA.

57. Toutefois, bien que des progrès aient été accomplis dans certains domaines, les politiques adoptées dans d'autres secteurs étaient contraires à l'orientation des réformes. On peut citer à cet égard: i) les programmes d'aide sectorielle, comme dans le cas de l'industrie automobile et les augmentations de droits de douane, pour les textiles, la chaussure et les articles de cuir; ii) le recours accru aux règlements techniques et aux prescriptions en matière d'étiquetage (normes et mesures SPS); et iii) l'utilisation intense récente par le Mexique des instruments de défense commerciale.

58. Le représentant de l'UE a fait observer que l'appartenance du Mexique à l'ALENA avait des implications majeures pour la politique commerciale de ce pays. L'Accord avait certes comporté des avantages économiques notables, mais ces derniers semblaient réservés au Nord. L'écart entre les droits de douane effectivement appliqués et les droits préférentiels avait augmenté, notamment du fait de l'augmentation des taux NPF pour certains produits. Qui plus est, le recours à des prescriptions inutilement rigoureuses en matière d'origine et l'application de bases d'évaluation différentes selon l'appartenance ou la non-appartenance à l'ALENA restaient des sujets de préoccupation.

59. Enfin, le représentant de l'UE a relevé que l'ALENA et les autres accords commerciaux préférentiels n'étaient pas surprenants. Toutefois, à long terme une politique commerciale stable et rigoureuse devait s'inscrire dans le cadre multilatéral. Bien que l'Union européenne se félicite que le Mexique veuille poursuivre la libéralisation dans le domaine des services et continuer de participer activement aux négociations sur les services financiers, le Mexique devrait également prendre des engagements multilatéraux plus complets dans d'autres domaines relevant de l'OMC.

60. Le représentant de la Thaïlande a accueilli favorablement la révision récente de la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation (LFMN). Toutefois, le dédale du système mis en place en vertu de la loi amendée le laissait perplexe: ce système comportait six organismes privés nationaux de normalisation et neuf ministères, tous chargés d'appliquer les normes mexicaines officielles et les normes mexicaines facultatives.

61. Le représentant de la Thaïlande a indiqué qu'en 1993 le Mexique avait prohibé les importations de riz en provenance de certains pays, notamment de la Thaïlande. Cette prohibition s'appuyait sur l'affirmation suivant laquelle le riz importé était infecté par le champignon *Tilletia Barclayana*. Suite à de nombreuses consultations bilatérales et à des études techniques (notamment une vérification par des experts mexicains invités) démontrant qu'il n'y avait aucune preuve de la présence du champignon en question dans les exportations de riz thaï usiné, le gouvernement du Mexique avait annoncé en septembre 1996 son intention de remplacer la prohibition par une nouvelle réglementation des importations. Toutefois, la réglementation proposée, qui aurait exigé une certification des prescriptions phytosanitaires, n'avait pas été publiée et l'importation de riz de Thaïlande restait impossible. Il a demandé des précisions sur la situation actuelle de l'application de la réglementation mexicaine. Il a en outre demandé des informations sur le fondement scientifique de l'inclusion de nombreuses maladies supplémentaires dans la nouvelle réglementation.

62. Le représentant du Venezuela a rappelé les liens traditionnels d'amitié entre son pays et le Mexique, et leur participation avec la Colombie au G-3. L'examen de politique commerciale en cours présentait un intérêt particulier parce que le Mexique avait joué un rôle de précurseur dans les années 80 en réussissant de grands programmes de déréglementation économique et de libéralisation des échanges, qui n'ont pas été remis en cause en dépit de la grave crise financière de 1994-1995. Le Mexique avait en outre appliqué avec succès l'ALENA, démontrant ainsi qu'un pays en développement ne devait pas nécessairement refuser le défi de la productivité et de la concurrence internationales. Le Mexique

avait fait preuve de courage et de détermination face à diverses crises, une première fois en rapport avec la dette extérieure au début des années 80 et plus récemment en 1995; le fait de surmonter cette dernière crise avait renforcé le rayonnement manifeste du Mexique auprès des pays en développement.

63. Parmi les principales caractéristiques de la politique commerciale du Mexique figurait un fort taux de croissance économique annuelle réelle d'environ 3,8 pour cent entre 1980 et 1996 (en excluant la chute du PIB en 1995); la diversification de sa production manufacturière; la croissance des exportations manufacturées qui avait dépassé celle des exportations pétrolières; la forte croissance des importations qui avait démontré l'intégration plus poussée du Mexique à l'économie mondiale; l'équilibre des comptes publics accompagné par la modernisation du cadre juridique et institutionnel et enfin, l'amélioration des indicateurs de productivité dans le secteur manufacturier. Parmi les tâches restant à mener à bien figurait la nécessité de diversifier les marchés à l'exportation et à l'importation, de maintenir un taux de change concurrentiel, d'augmenter l'épargne intérieure, d'intégrer l'industrie des *maquiladoras* au reste de l'économie et d'éviter le recours aux mesures antidumping à des fins autres que la protection contre la concurrence déloyale. Nombre de ces remarques étaient applicables à beaucoup de pays en développement, tels que le Venezuela, qui avaient tôt fait d'appliquer d'importants programmes de libéralisation des échanges et des flux financiers. L'approfondissement de ces programmes exigeait un contexte international favorable dans des domaines comme l'accès aux marchés, les moyens de financement et la disponibilité des technologies. Le Venezuela espérait que le Mexique poursuivrait sa politique en parfaite conformité aux engagements pris avec l'OMC, en tenant compte des observations formulées lors de l'examen de politique commerciale en cours. Le Venezuela attendait des réponses à ses questions sur la politique du Mexique dans le secteur automobile, la participation étrangère au système financier mexicain et le traitement des services financiers dans le cadre de l'ALENA.

64. La représentante de l'Australie a félicité le Mexique pour l'ensemble des résultats de ses réformes économiques, notamment pour les efforts en cours en matière de réforme de la réglementation (libéralisation du régime des investissements étrangers et adoption de la Loi fédérale sur la concurrence économique) et pour ses réformes commerciales d'ensemble. Il a fait observer que le Mexique avait largement contribué à un vaste éventail d'activités de l'OMC, par exemple les négociations sur les services. De l'avis de l'Australie, il était essentiel que les acteurs économiques extérieurs à l'ensemble constitué par le Canada, l'Union européenne, le Japon et les Etats-Unis, continuent à participer activement aux processus de l'OMC. L'Australie encourageait le Mexique à veiller activement à ce que le système multilatéral reste un moteur dynamique et essentiel de la libéralisation des échanges.

65. La représentante de l'Australie a noté toutefois la conclusion par le Mexique d'un nombre croissant d'accords commerciaux préférentiels et l'écart de plus en plus grand entre taux NPF et taux préférentiels. L'Australie avait soumis un certain nombre de questions écrites sur les accords régionaux et sur les possibilités d'accès aux marchés offertes aux fournisseurs appartenant à des pays ayant conclu ou non des accords de libre-échange, notamment en rapport avec les contingents tarifaires. Elle aurait aimé savoir comment le Mexique concevait le rapport entre son réseau régional préférentiel et les efforts déployés en faveur de la poursuite de la libéralisation des échanges multilatéraux. En ce qui concerne l'Accord Mexique-Etats-Unis, elle a demandé si les négociations porteraient sur l'ensemble des échanges, y compris sur l'agriculture.

66. Le représentant de la République de Corée a déclaré que le Mexique avait demandé à un certain nombre de pays, notamment à la République de Corée, de présenter des certificats d'origine spéciaux pour les textiles, l'habillement et les chaussures. Il a souligné que de tels certificats risquaient d'être contraires aux dispositions de l'article IX du GATT de 1947, qui interdisait la discrimination entre pays. En outre, les certificats risquaient d'être contraires à l'Accord sur les règles d'origine (article 9, paragraphe 1 d)), qui interdisait les règles d'origine ayant des effets de restriction, de distorsion ou

de désorganisation des échanges internationaux. La délégation de la République de Corée a demandé au gouvernement du Mexique de reconsidérer la nécessité de telles prescriptions.

67. Le gouvernement du Mexique avait adopté des mesures restrictives concernant les importations afin de promouvoir l'industrie automobile nationale; ainsi, l'importation de véhicules exigeait la présence au Mexique d'installations de production de véhicules automobiles. La République de Corée a invité instamment le gouvernement du Mexique à ouvrir le marché automobile après l'an 2000.

68. Le représentant a conclu en prenant acte de la contribution de l'industrie des *maquiladoras* (industries de transformation en douane) au développement économique du Mexique. Il a demandé des informations sur les mesures que le gouvernement du Mexique envisageait d'adopter pour protéger les sociétés qui avaient déjà investi sous le régime en question.

69. Le représentant du Japon a fait observer que l'économie mexicaine avait réussi à surmonter la crise financière de 1994. La reprise avait été facilitée non seulement par la politique de stabilisation macro-économique, mais aussi par la plus grande ouverture de l'économie et grâce aux réformes structurelles mises en oeuvre depuis le milieu des années 80. Le représentant a souligné l'importance de la poursuite du programme de réformes entrepris sur le marché financier et sur le marché des changes. Il a également exprimé l'espoir que le PRONAFIDE (Programme national de financement du développement) serait mené à bien.

70. Le représentant du Japon a fait remarquer que le gouvernement du Mexique avait signé ou était en train de négocier des accords régionaux et bilatéraux avec de nombreux pays. Il a demandé à être informé sur les critères de choix des pays en question. Il a demandé en outre des indications sur le lien entre les accords bilatéraux ou régionaux conclus avec les pays d'Amérique latine et les accords de l'ALADI et si le Mexique avait l'intention d'appliquer les droits réduits au titre des accords susmentionnés aux autres pays de l'Organisation Asie-Pacifique de coopération économique.

71. Au sujet de l'ALENA, l'intervenant a demandé si le Mexique avait donné une explication sur les périodes d'élimination de plus de dix ans; par exemple, dans le cas des produits de l'industrie de la chaussure, l'explication donnée au Conseil du commerce des marchandises conformément à l'article 3 du Mémoire sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994. Il a demandé en outre des précisions sur l'examen des règles d'origine spécifiques de l'ALENA pour les textiles et l'habillement et sur les prescriptions spéciales en matière de certificat d'origine adoptées en septembre 1994.

72. En ce qui concerne les modifications du régime des *maquiladoras*, prévues pour le 1er janvier 2001, des avantages tarifaires pour les exportations à destination du Canada ou des Etats-Unis ne seraient consentis que pour les intrants importés au Mexique en provenance des pays non membres de l'ALENA, si le produit final était assujéti à des droits d'importation dans ces deux pays. L'intervenant a demandé une explication de cette modification à la lumière de l'article XXIV:5 b) du GATT de 1947, aux termes duquel "les droits et autres dispositions réglementaires ... ne sont ni plus élevés ni à caractère plus restrictif". Il a demandé à la délégation mexicaine s'il était actuellement prévu de remplacer le régime actuel des *maquiladoras*. L'intervenant s'est déclaré en outre préoccupé par les droits d'importation perçus sur les composants susceptibles d'être achetés au Mexique. La délégation japonaise a demandé au gouvernement du Mexique de prendre en pareil cas des dispositions visant à atténuer l'incidence des modifications adoptées. Le représentant du Japon a par ailleurs rappelé les questions écrites qu'il avait présentées sur certaines mesures liées aux échanges, notamment les droits de propriété intellectuelle, les obstacles techniques au commerce et les prohibitions à l'importation.

73. L'intervenant a demandé quelles étaient les perspectives de réductions au cas où le Mexique envisagerait d'adhérer à l'Accord sur les technologies de l'information.

74. Il a fait observer que le cadre juridique du Mexique, qui favorisait une participation accrue de l'industrie nationale aux marchés publics, n'était pas parfaitement conforme au principe de non-discrimination inscrit dans l'Accord sur les marchés publics. Certains pays qui maintenaient des régimes analogues les appliquaient en conformité avec l'Accord. Il a demandé pourquoi le Mexique n'avait pas demandé le statut d'observateur au Comité des marchés publics.

75. Enfin, le représentant du Japon a salué la politique mexicaine de renforcement de l'épargne nationale par une réforme du régime des retraites, ce qui avait pour effet de réduire la dépendance à l'égard des capitaux étrangers à court terme. Il espérait que le gouvernement mexicain jouerait un rôle actif dans les négociations sur les services financiers. Il s'est enquis des réformes entreprises en septembre 1993 en vue de prendre en compte les filiales d'institutions financières étrangères; il a en outre demandé une explication de la réglementation empêchant les institutions étrangères d'offrir les mêmes services au Mexique que dans leur pays d'origine. Le Japon a présenté un certain nombre de questions écrites concernant les transports maritimes, les transports routiers et les télécommunications; il a exprimé l'espoir que la délégation mexicaine serait en mesure d'y répondre pendant l'examen en cours.

76. Le représentant du Canada a déclaré que le processus de libéralisation des échanges et des investissements poursuivi par le Mexique avait joué un rôle décisif dans la reprise après la crise financière de 1994. La forte contribution du commerce au PIB et la rapide augmentation de l'investissement étranger direct au cours des dernières années démontraient à l'évidence leur importance pour l'amélioration des facteurs économiques fondamentaux. Le Canada a noté avec plaisir que le gouvernement du Mexique restait attaché à la libéralisation.

77. L'ALENA avait été un élément moteur du renforcement des échanges et des relations économiques entre le Mexique et le Canada; les aspects institutionnels de l'ALENA avaient également largement facilité les contacts et les échanges d'informations. Tel qu'indiqué dans le rapport des autorités mexicaines, les initiatives régionales avaient été à l'origine d'incitations en faveur d'une libéralisation multilatérale accrue; ce point de vue était également celui du Canada.

78. L'intervenant a fait observer que dans le domaine de l'agriculture, la mise en oeuvre par le Mexique des engagements pris à l'OMC suscitait certaines préoccupations. Par exemple, le fonctionnement de la CONASUPO aurait dû être plus transparent. La politique de fixation des prix de certaines céréales exigeait aussi quelques éclaircissements. Le Canada avait présenté plusieurs questions écrites à la délégation mexicaine sur ce point.

79. Les réformes entreprises dans le domaine des obstacles techniques au commerce avaient eu pour effet d'améliorer la transparence en matière d'élaboration des normes. Toutefois, le Canada souhaiterait en savoir davantage sur les facteurs à l'origine de l'élaboration des prescriptions techniques obligatoires qui s'écartaient des normes internationales et si les normes obligatoires servaient à promouvoir l'industrie nationale.

80. L'intervenant a observé que la reprise vigoureuse des exportations, facilitée par la dépréciation réelle de la monnaie, avait été accompagnée par des gains de productivité, mais que ces gains semblaient limités pour l'essentiel au secteur manufacturier, tandis que le secteur des services paraissait en retard sur ce point. Il a demandé un complément d'information en ce qui concerne la politique de libéralisation suivie et les mesures envisagées dans les domaines des services financiers, des transports et des télécommunications.

81. Le représentant du Brésil a déclaré que le mécanisme d'examen des politiques commerciales comptait parmi les activités les plus importantes menées au sein de l'OMC. Ce mécanisme permettait en effet aux Membres d'avoir d'amples échanges de vues qui étaient indispensables à la compréhension

de leurs politiques macro-économiques; souvent les questions posées allaient au-delà de la politique commerciale afin de bien comprendre les orientations suivies dans les pays appelés à être examinés. Il a souligné l'excellente coopération entre le Brésil et le Mexique dans le cadre de l'OMC. Bien que le Mexique soit un Membre relativement nouveau de l'Organisation, il était devenu l'un des principaux participants au sein de tous les organes de l'OMC.

82. L'intervenant s'est attaché plus particulièrement aux domaines non traités par les autres participants, mais mentionnés dans le rapport du Secrétariat. Au sujet des mesures phytosanitaires, il a déclaré que le Brésil était désavantagé par la non-application des critères prévus à cet effet par l'OMC pour définir les zones indemnes de maladies, notamment de fièvre aphteuse. Les restrictions ainsi appliquées au Brésil contrastaient nettement avec les mesures adoptées dans le cadre de l'ALENA, où la notion de zone exempte de problèmes sanitaires a été reconnue. Il a demandé au Mexique de formuler des observations sur cette question. Il a souligné par ailleurs la préoccupation du Brésil quant à l'utilisation fréquente de mesures antidumping, lesquelles touchaient plus particulièrement le Brésil, les Etats-Unis et la Chine. Des précisions ont été demandées au sujet des modifications escomptées afin d'aligner la législation antidumping du Mexique sur les obligations définies par l'OMC, ainsi qu'au sujet de sa nouvelle réglementation concernant l'investissement étranger direct.

83. Nombre des critères établis par le Mexique en matière de règles d'origine, de spécifications techniques et de règles phytosanitaires correspondaient à une forme de protectionnisme et offraient dans bien des cas des avantages indirects aux partenaires de l'ALENA. L'ALENA offrait des avantages spéciaux dans des domaines tels que les marchés publics, les investissements étrangers et la libéralisation du secteur bancaire. Ces avantages seraient-ils étendus à d'autres pays sur la base du traitement NPF? Les avantages offerts aux partenaires de l'ALENA seraient-ils étendus aux pays de l'Association latino-américaine d'intégration ou donneraient-ils lieu à une compensation en vertu de l'article 54 du Traité de Montevideo? L'intervenant a attiré l'attention sur la question écrite du Brésil concernant les modifications du régime des *maquiladoras* après le mois de janvier 2001, comme l'exigeait l'ALENA.

84. Le représentant de Cuba a noté que la crise financière de 1994, ainsi que la récession et la reprise qui avaient suivi, avaient été les principaux événements depuis le précédent examen de la politique commerciale du Mexique. Ils avaient coïncidé avec la fin du Cycle d'Uruguay et la création de l'OMC. Il a félicité le Mexique pour avoir surmonté la crise et pour les taux de croissance obtenus et prévus: la croissance avait été de 5,1 pour cent en 1996, et devait atteindre en moyenne environ 5 pour cent pendant la période 1997-2000. Comme par le passé, les relations commerciales entre les deux pays avaient évolué favorablement; le commerce s'était développé sans interruption au cours de la dernière décennie et le Mexique figurait parmi les principaux partenaires commerciaux de Cuba dans la région. Les deux pays avaient mis au point des mécanismes d'examen et de règlement des questions bilatérales. Des accords de portée partielle dans le cadre de l'Association latino-américaine d'intégration seraient envisagés à brève échéance pour tenter d'élargir et d'approfondir leurs relations commerciales; parmi les principaux points évoqués à cet égard figuraient l'amélioration de l'accès au marché mexicain (notamment par le biais des droits de douane) et la prise en compte par le Mexique de la situation économique délicate de Cuba due à des pressions extérieures bien connues.

85. Le représentant de la Suisse a souligné que l'examen de la politique commerciale avait lieu dans un contexte de reprise économique, trois ans après que le Mexique ait été confronté à une grave crise financière. Depuis lors, les indicateurs macro-économiques avaient enregistré une nette amélioration. La croissance du PIB s'était poursuivie, bien qu'à un rythme moins rapide, l'inflation avait été maîtrisée, plusieurs milliers d'emplois avaient été créés et la consolidation du peso avait fortement soutenu les importations.

86. L'intervenant a attiré l'attention sur la participation du Mexique à plusieurs organes internationaux et groupes régionaux; l'adhésion du Mexique à l'OCDE était accueillie avec satisfaction. L'accord provisoire Union européenne-Mexique et la mise en oeuvre de l'ALENA étaient suivis avec beaucoup d'intérêt. Il en était ainsi des accords de libre-échange conclus par le Mexique avec la Bolivie, le Costa Rica, la Colombie et le Venezuela; l'intervenant a demandé à cet égard que ces accords de libre-échange soient intégralement notifiés à l'organe approprié de l'OMC.

87. La Suisse a noté avec satisfaction l'application par le Mexique de nombreuses mesures de libéralisation prises en rapport avec l'OMC concernant les biens et les services. En particulier, les produits étrangers ne faisaient l'objet d'aucune discrimination quant à l'application de la TVA et de différentes taxes intérieures. La nouvelle législation concernant les investissements témoignait des efforts de libéralisation en faveur des capitaux étrangers. L'intervenant a noté avec satisfaction certains programmes d'intégration régionale, notamment l'ALENA, par ailleurs susceptibles de développer les échanges avec les pays tiers. En revanche, l'écart entre droits NPF et droits préférentiels s'était élargi. Depuis le précédent examen de politique commerciale, les droits appliqués à certains produits sensibles (produits alimentaires et textiles) avaient augmenté, et le recours à des obstacles non tarifaires était devenu plus fréquent. Parmi les exemples qu'il convenait de citer à cet égard figurait l'introduction en septembre 1994 de certificats d'origine spéciaux pour des produits similaires soumis à des mesures antidumping ou à des mesures compensatoires. La Suisse, à l'instar d'autres Membres de l'OMC, estimait que de telles prescriptions entravaient les flux commerciaux. Le Mexique maintiendrait-il à long terme de telles prescriptions?

88. Les règles d'origine définies par l'ALENA étaient restrictives et complexes; certaines manquaient de transparence et semblaient constituer un obstacle administratif non négligeable à l'importation. Ces problèmes affectaient en particulier les textiles. Un complément d'information a été demandé en faisant référence au rapport du Secrétariat sur les règles devant faire l'objet d'un examen en 1998. En 1996, les nouvelles procédures avaient été examinées en vertu de l'article XXII du GATT, au sein du Comité de l'évaluation en douane et dans le cadre de l'examen de l'ALENA. La Suisse estimait que l'utilisation d'une méthode f.a.b. pour les biens originaires des partenaires de l'ALENA et d'une méthode c.a.f. pour les autres produits avait pour effet d'augmenter les droits de douane sur ces derniers et de désavantager les pays tiers. Cette situation était incompatible avec les règles de l'OMC, en particulier pendant la période de transition précédant l'admission en franchise des importations commerciales intrarégionales. Ce traitement différentiel a été, semblait-il, également appliqué dans le cadre d'autres accords de libre-échange auxquels le Mexique participait; il a été demandé de fournir toutes les informations nécessaires sur cette question.

89. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, il a été pris note de l'engagement du Mexique de mettre en oeuvre un certain nombre de lois et d'amendements récemment adoptés. Les autorités suisses avaient été informées de la création de deux institutions chargées de mettre en oeuvre les dispositions de l'ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce). Or, le nouveau règlement d'application de la Loi sur la santé avait soulevé différents problèmes; cette loi était conçue pour faciliter l'importation de produits pharmaceutiques, mais contenait en outre de nouvelles dispositions relatives aux médicaments génériques visant à rendre obligatoire l'utilisation des désignations génériques par le médecin prescripteur. Cette clause risquait d'entraver l'utilisation de marques commerciales et s'avérait manifestement contraire aux dispositions de l'article 20 de l'ADPIC. Des contacts avaient été établis ces derniers mois pour essayer de résoudre ce problème, qui défavorisait considérablement l'industrie suisse. L'intervenant a demandé un complément d'informations sur les nouvelles dispositions.

90. La Suisse a accueilli favorablement l'intention du Mexique de soumettre une offre améliorée dans le cadre des négociations en cours sur les services financiers. Au sujet des marchés publics, la législation proposait que, dans la pratique, seules les entreprises nationales puissent participer aux appels

d'offres nationaux. La clause de réciprocité était appliquée à tout soumissionnaire international dans le contexte des appels d'offres internationaux. Le Mexique n'était pas membre de l'Accord sur les marchés publics, mais le rapport du Secrétariat mentionnait que les autorités étaient disposées à adhérer à un nouvel accord dans ce domaine. Serait-il possible d'avoir des informations complémentaires? L'Union européenne et le Mexique avaient paraphé le 23 juillet 1997 un accord provisoire sur le commerce et les questions touchant au commerce, ainsi qu'un accord global sur le partenariat économique. Des informations complémentaires ont été demandées au sujet de l'accord provisoire qui prévoyait la création d'une structure de négociation comportant des modalités et un calendrier de libéralisation des échanges.

91. Le représentant de la Norvège s'est félicité de la libéralisation progressive de l'économie mexicaine. Toutefois, certains secteurs étaient encore réservés à l'Etat mexicain (prospection pétrolière, industrie pétrochimique, production et distribution d'énergie) ou aux ressortissants mexicains (par exemple, transports routiers, stations-service, services de télévision et de radio). Il a posé des questions au sujet des projets éventuels de modification de ces restrictions.

92. Evoquant le niveau de développement économique du Mexique et son appartenance à l'OCDE, l'intervenant a demandé si le gouvernement du Mexique envisageait de signer l'Accord sur les marchés publics.

93. L'intervenant a fait observer que le Mexique avait institué une zone - large de 100 km à partir de la frontière et de 50 km à partir du littoral - où la propriété étrangère des entreprises était interdite. Ces restrictions avaient eu pour effet de défavoriser un exportateur norvégien d'engrais qui devaient être transportés hors de la zone en question s'ils devaient faire l'objet d'une transformation ultérieure; cette exigence entraînait une majoration de ses coûts d'exploitation. L'intervenant a demandé si le gouvernement du Mexique comptait modifier cette réglementation.

94. Il a demandé également si les organismes mexicains de normalisation répondaient aux exigences et directives internationales. Il a noté que le gouvernement du Mexique et l'Union européenne étaient en train de conclure un accord de reconnaissance mutuelle et a demandé quand les parties comptaient mener à bien les négociations en question. Le nouveau règlement en matière d'étiquetage adopté en 1996 avait causé certaines difficultés aux exportateurs norvégiens: toutes les exportations vers le Mexique devaient porter la marque de la date et du lieu d'importation, ainsi que du numéro du certificat d'origine, mais ces informations n'étaient pas toujours disponibles au moment des opérations de production et d'emballage.

95. Le représentant de la Norvège a exprimé des inquiétudes au sujet de l'application par le Mexique d'une base f.a.b. d'évaluation en douane pour les pays partenaires de l'ALENA et d'une base c.a.f. pour les autres partenaires; ce système paraissait discriminatoire. Le Mexique appliquait-il l'évaluation f.a.b. pour toutes les importations avant la date du 30 décembre 1993? Si tel était le cas, quel était le fondement juridique du nouveau système? Quelle part des échanges réalisés avec les partenaires de l'ALENA résultait des règles d'origine énoncées dans cet accord? Pourquoi le nouveau système avait-il été adopté? Le Mexique admettait-il qu'une base d'évaluation c.a.f. entraînait des droits de douane plus élevés qu'une base d'évaluation f.a.b.? Le gouvernement du Mexique avait-il l'intention de rétablir un système homogène d'évaluation en douane?

96. Parmi les autres sujets de préoccupation du représentant de la Norvège figurait l'importante différence entre les droits de douane appliqués et les engagements pris à cet égard, responsable de l'incertitude quant aux modifications unilatérales éventuelles des droits appliqués. D'ores et déjà, la brutale augmentation des droits de douane appliqués à la morue (morue séchée) avait pratiquement éliminé la morue norvégienne du marché mexicain.

97. L'intervenant a conclu en demandant à la délégation mexicaine si l'amélioration des conditions d'emploi résultait du développement économique ou si de meilleures conditions d'emploi constituaient en elles-mêmes une meilleure base de croissance économique.

98. Le représentant des Etats-Unis a félicité le gouvernement du Mexique pour les progrès accomplis dans la mise en conformité de son régime des échanges et des investissements avec les engagements pris à l'OMC; même pendant la crise de 1994-1995, les autorités s'étaient abstenues d'augmenter les droits de douane au-delà des niveaux consolidés. La reprise dans le secteur financier avait été plus rapide que prévu, en raison notamment de la libéralisation du régime des investissements ainsi que du secteur bancaire et du secteur des services. Il a également félicité le Mexique pour l'amélioration de sa législation du travail; ainsi, les inspections destinées à vérifier l'observation par le Mexique de la législation sur le travail des enfants s'étaient multipliées et la réglementation de la sécurité et de l'hygiène au travail avait été révisée en 1997.

99. L'intervenant espérait recevoir des réponses à un certain nombre de questions écrites sur les dispositions antidumping, les mesures concernant l'investissement et sur les droits de propriété intellectuelle.

100. Le représentant des Etats-Unis a demandé si le Mexique envisageait de signer l'Accord du G-3, et à quelle date les accords bilatéraux conclus avec la Bolivie et le Costa Rica seraient examinés au titre de l'article XXIV du GATT de 1947 et de l'article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Il a demandé en outre des informations quant à l'état actuel de l'adhésion du Mexique à l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).

101. D'après le Rapport du Secrétariat, la législation douanière du Mexique exigeait l'inscription de tous les importateurs sur le registre des importations, et pour différentes importations l'importateur était également tenu de s'inscrire sur des registres sectoriels spécifiques. L'intervenant a demandé des précisions sur les procédures d'enregistrement. Le 26 février 1997, le Mexique avait publié une liste de produits (cigares, cigarettes, graisse de porc, pneumatiques de bicyclettes et pneumatiques usagés) dont les points d'entrée sur le territoire devaient être limités à certains ports mexicains. Compte tenu du fait que 95 à 98 pour cent des produits concernés étaient d'ores et déjà importés par les ports choisis à cet effet, pourquoi les restrictions en question avaient-elles été imposées? Une notification préalable avait-elle été faite à l'ensemble des partenaires commerciaux? En l'absence de données indiquant que le prix à l'importation déclaré reposait sur une transaction commerciale, le Mexique exigeait le dépôt d'une garantie dont le montant était fondé sur des prix estimés. L'intervenant s'est interrogé sur la conformité avec l'Accord sur l'évaluation en douane et sur le point de savoir si cette exigence pouvait être levée et dans quelles circonstances.

102. Faisant observer que l'importation de divers types de biens, notamment d'automobiles et de produits pharmaceutiques, exigeait des autorisations préalables, le représentant des Etats-Unis s'est interrogé sur la nécessité de telles autorisations et sur les modalités de leur obtention et a demandé s'il s'agissait d'un régime de licences d'importation *de facto*. Il a demandé en outre à ce que soient précisées les procédures concernant les permis "d'autorisation sanitaire" pour les expéditions de céréales et si ces prescriptions étaient conformes aux normes et aux définitions internationales. Il a demandé si les autorités avaient l'intention de notifier la CONASUPO en tant qu'entreprise commerciale d'Etat.

103. L'intervenant a fait part de l'inquiétude des Etats-Unis quant aux modifications en date du 23 octobre 1996 apportées au décret relatif aux *maquiladoras*; les articles 5, 7 et 30 du décret révisé autorisaient le gouvernement du Mexique à fermer des *maquiladoras* ou à refuser l'enregistrement de nouvelles *maquiladoras* susceptibles de porter préjudice aux entreprises ne relevant pas de ce régime. Comment les sociétés étrangères pouvaient-elles avoir l'assurance que le SECOFI avait l'intention d'appliquer ces dispositions uniquement en cas de violation d'une loi mexicaine?

104. Il a déclaré que trois Etats mexicains (Sonora, Sinaloa et Baja California) avaient leurs propres normes qui interdisaient à toutes fins pratiques les importations de boeuf et de bétail sur leur territoire. Leurs lois et réglementations respectives ne reconnaissaient ni les normes de qualité du Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, ni la définition internationalement admise du boeuf de qualité supérieure. Quelle était la finalité de ces dispositions?

105. L'intervenant a demandé en outre si le Mexique avait l'intention de mettre à jour sa liste annexée à l'Accord général sur le commerce des services afin de montrer qu'il n'existait aucune limite à l'investissement étranger dans les services à valeur ajoutée. Il a demandé enfin des précisions complémentaires sur les modalités de la privatisation des aéroports.

106. Enfin, il s'est félicité des résultats concrets de l'Accord nord-américain sur la coopération dans le domaine du travail (NAALC); des institutions favorisant des échanges d'idées et des activités en coopération avaient été créées, la transparence des législations concernant la main-d'oeuvre et leur application avaient été améliorées et les ressources consacrées aux problèmes liés aux normes minimales du travail avaient été accrues. Le Comité d'experts de l'OIT de 1997 ayant évoqué la modification de certains textes législatifs mexicains pour les mettre en conformité avec la Convention de 1987 relative à la liberté syndicale, l'intervenant a demandé quelle avait été la réponse du gouvernement du Mexique.

107. Le représentant de la Bolivie a souligné l'importance des réformes structurelles entreprises par le Mexique pour tenter de corriger les déséquilibres macro-économiques et des mesures adoptées dans le cadre de sa politique commerciale pour développer sa participation aux échanges mondiaux. Comme l'indiquait le rapport du Secrétariat, le Mexique était un véritable modèle de libéralisation des échanges. Ce processus comportait la conclusion de plusieurs accords de libre-échange dans la région de l'Amérique latine. Toutefois, la part des échanges du Mexique réalisés à l'intérieur de cette région était tombée de 6,9 pour cent à 6,5 pour cent, tandis que celle des Etats-Unis était passée de 75 à 84 pour cent. Le Mexique pouvait-il définir les critères adoptés pour fixer sa politique d'exportation en dehors de la zone de l'Amérique latine et expliquer les priorités du gouvernement dans ce domaine?

108. Le représentant de la Colombie a fait observer que depuis le premier examen de la politique commerciale du Mexique, les deux pays avaient renforcé leurs liens et leurs flux commerciaux par la signature, en 1994, d'un accord de libre-échange auquel le Venezuela était partie. L'accord couvrait de nombreux domaines, notamment le commerce des marchandises et des services, les marchés publics, les investissements et la propriété intellectuelle. Le Mexique figurait parmi les pays en développement qui avaient entrepris dans les années 80 un processus unilatéral de libéralisation des échanges. De ce fait, les droits NPF s'élevaient en moyenne à 13,6 pour cent et les mesures non tarifaires avaient été progressivement éliminées. En dépit de la crise de 1994, le Mexique avait maintenu sa politique de libéralisation et évité de la compromettre en adoptant les mesures macro-économiques appropriées requises pour remédier à la crise. Ce choix avait en outre permis une reprise rapide, en particulier par comparaison à la crise des années 80. Le taux de croissance de 5,1 pour cent atteint en 1996 dépassait le taux de croissance avant la crise. Le Mexique a été félicité pour sa gestion économique orthodoxe depuis la crise financière et son engagement en faveur du système commercial multilatéral et de l'ouverture économique.

109. Le représentant de l'Inde a félicité le Mexique pour avoir maintenu une approche d'ouverture et de libéralisation progressive dans ses relations commerciales depuis le choc des deux crises financières survenues dans un laps de temps relativement bref. Les réformes engagées dans d'autres domaines, notamment le programme de privatisation, avaient également été poursuivies. Il a fait observer que la tendance croissante du Mexique à conclure des accords commerciaux régionaux et bilatéraux rendait plus difficile les efforts déployés pour éviter l'apparition de distorsions des échanges. La question de l'opportunité d'une dépendance excessive à l'égard d'un nombre restreint de partenaires commerciaux devait sans doute rester présente à l'esprit.

110. L'intervenant a en outre rappelé l'opinion de sa délégation suivant laquelle l'OMC n'était pas un organe approprié pour soulever la question des normes fondamentales du travail. Le Mexique n'était pas obligé de répondre à des questions de ce type.

111. Le représentant de la Hongrie a particulièrement apprécié l'efficacité des mesures adoptées par le Mexique pour remédier à la crise économique de 1995. Il a souhaité prendre connaissance du point de vue du Mexique sur l'interaction entre les approches régionales et multilatérales, comme sur les questions liées aux activités commerciales d'Etat, en particulier dans l'agriculture. Il a par ailleurs exprimé le vœu que le Mexique contribue de manière constructive à la réussite des négociations en cours sur les services financiers, qui devaient être menées à bien en décembre 1997.

112. Le représentant de l'Uruguay a rappelé que le Mexique comptait parmi ses principaux partenaires commerciaux de la région; l'Uruguay attribuait une grande importance aux relations commerciales entre le Mexique et le Mercosur. Des flux commerciaux importants avaient été maintenus et devaient se développer avec la mise au point définitive, le 3 octobre 1997, d'accords concernant l'importation de viande uruguayenne sur le marché mexicain. En revanche, les importations de riz uruguayen continuaient de rencontrer des difficultés sur le marché mexicain et l'intervenant a demandé des précisions concernant le régime appliqué à ces importations.

113. Le représentant de l'Egypte a complimenté le Mexique pour ses bons résultats économiques. Au sujet de la Déclaration ministérielle de Singapour sur les normes du travail, il a fait observer que le Mexique n'était pas tenu de répondre aux questions dans ce domaine.

VI. REPONSES DU REPRESENTANT DU MEXIQUE ET AUTRES OBSERVATIONS

114. Les réponses apportées par le représentant du Mexique étaient divisées en quatre thèmes: i) politique économique et politique du développement; ii) commerce régional et multilatéral; iii) mise en oeuvre de la politique commerciale, y compris de la politique sectorielle; et iv) questions spécifiques. De plus, les réponses relevant du thème iii) étaient regroupées sous trois rubriques. Le représentant du Mexique a déclaré que les réponses aux questions techniques ou aux questions spécifiques seraient complétées par un document additionnel présenté ultérieurement.

i) Politique économique et politique de développement

115. Le représentant du Mexique a pris la parole en remerciant les délégués pour leurs déclarations en faveur de la gestion de la crise financière traversée par son pays entre la fin de 1994 et 1995. Au lieu de faire appel à des mesures protectionnistes, le Mexique avait approfondi et accéléré son programme de restructuration et de libéralisation, tout en réaffirmant son attachement aux règles multilatérales d'une économie de marché. Poursuivi toute une décennie, ce programme avait permis au Mexique de surmonter la crise en un laps de temps relativement court et de retrouver une croissance vigoureuse et durable.

116. La politique budgétaire visait à maintenir une situation saine des finances publiques, à promouvoir la stabilité macro-économique, à renforcer l'épargne intérieure publique et à encourager les investissements productifs. Le programme économique du gouvernement prévoyait une progression de la dette publique par rapport au PIB, passant de 0,5 pour cent en 1997 à 1,3 pour cent en 1998 et tombant à 0,3 pour cent en l'an 2000. Ces estimations tenaient compte du coût des réformes de la sécurité sociale, des mesures de soutien en faveur des débiteurs et de la réorganisation des institutions financières; elles tenaient compte aussi d'une baisse des cours mondiaux du pétrole. Les recettes fiscales non pétrolières passeraient, par rapport au PIB, de 7,5 pour cent en 1996 à 9,1 pour cent en l'an 2000 grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale et à la réduction de la fraude. Les dépenses seraient comprimées dans les domaines non prioritaires, de façon que leur total net tombe de 23 pour cent du PIB en 1996 à 22,7 pour cent en l'an 2000. L'évolution escomptée des finances publiques permettrait un refinancement de la dette permettant d'obtenir une diminution et une structure plus judicieuse des coûts correspondants. La dette publique brute, par rapport au PIB, devait tomber de 35,6 pour cent en 1997 à 31,3 pour cent en l'an 2000, ce qui réduirait le montant des intérêts à payer, ramènerait la dette à des niveaux supportables et canaliserait davantage de ressources au profit des dépenses sociales.

117. La grande réforme du système de sécurité sociale entreprise le 1er juillet 1997 devait avoir des répercussions de grande envergure sur la répartition des revenus et sur l'épargne intérieure. Le nouveau système de retraite devait drainer environ 3 pour cent du PIB vers les caisses de retraite privées d'ici à l'an 2000, ce qui renforcerait les capacités d'intermédiation financière et faciliterait l'affectation de capitaux à l'investissement.

118. Une autre pièce maîtresse du programme économique du Mexique était la modernisation du système financier. A cet égard, un cadre réglementaire et opérationnel destiné à promouvoir la confiance, à réduire les coûts de transaction et à favoriser l'efficacité des services d'intermédiation avait été établi pour encourager l'épargne à long terme, essentielle à la réalisation d'une croissance durable. L'épargne en pourcentage du PIB devait passer de 20,9 pour cent actuellement à 25,4 pour cent en l'an 2000. L'épargne intérieure financerait la plus grande partie des investissements futurs: l'expérience de la crise de 1994 avait montré que la croissance ne pouvait être tributaire de l'épargne extérieure qui ne se chiffrerait probablement qu'à 3,2 pour cent du PIB en l'an 2000.

119. Depuis la crise de 1994, le Mexique avait maintenu un système de parité flottante. La politique monétaire avait été utilisée pour la première fois en septembre 1997 pour provoquer une baisse des

taux d'intérêt et éviter des entrées de capitaux à court terme conduisant à une appréciation des taux de change réels. La politique monétaire et la politique de change, ainsi que les transformations structurelles avaient permis d'obtenir une croissance rapide et durable des exportations; cette tendance devait se poursuivre au cours des années à venir.

120. La crise de 1994 avait eu de graves répercussions sur la croissance et le niveau de vie; la solution de la crise avait donc consisté à jeter les bases d'une croissance durable propre à élever le niveau de vie. A court terme, cela impliquait une stratégie de croissance à moyen terme exigeant la poursuite des réformes structurelles. Le gouvernement, conscient qu'il n'existait pas de solutions simples permettant de réduire le coût social de la crise, cherchait à consolider la croissance économique pour créer des emplois; ce choix constituait sans doute la possibilité d'action la plus importante en matière de redistribution des revenus et d'augmentation du niveau de vie. Le taux de chômage déclaré avait atteint 7,6 pour cent en août 1995, mais était tombé à 3,4 pour cent en juin 1997, c'est-à-dire à un niveau comparable à celui observé avant la crise.

121. Il n'y avait pas de politique sociale durable sans une croissance économique permettant d'absorber l'accroissement prévu de la main-d'oeuvre dans les années à venir. Le gouvernement visait à augmenter la part des dépenses publiques consacrées à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, au logement et aux programmes de lutte contre la pauvreté extrême. Une économie en expansion devait permettre d'augmenter les dépenses sociales et de fournir les services essentiels aux catégories les plus défavorisées de la population. Les dépenses de ce type représentaient d'ores et déjà 56 pour cent du budget, c'est-à-dire deux fois plus que dix ans auparavant.

122. Les perspectives de croissance économique pour les années futures s'avéraient très favorables. En 1996, le PIB avait augmenté de 5,1 pour cent, après une chute de 6,2 pour cent en 1995. Au premier trimestre de l'année 1997, le PIB avait augmenté de 7 pour cent par rapport à la même période de 1996. Les autorités avaient récemment revu à la hausse leurs prévisions: l'augmentation du PIB devait atteindre au moins 6 pour cent en 1997 et en 1998 et 5,5 pour cent en 1999 et en l'an 2000. Les exportations ne cesseraient pas de contribuer fortement à cette croissance.

123. Ainsi qu'il était déclaré dans le programme de politique industrielle et de commerce extérieur, une croissance économique durable, des emplois bien rémunérés et un niveau de vie plus élevé exigeaient davantage qu'un nombre limité de facteurs de production compétitifs, les efforts isolés d'entreprises ou de secteurs d'activité, ou le jeu des mécanismes du marché; à l'heure de la mondialisation, les politiques industrielles étaient tenues de remédier aux carences du marché, de coordonner les secteurs et d'encourager la compétitivité industrielle. Les difficultés rencontrées par les entreprises, en particulier les petites entreprises, étaient liées à l'accès à l'information, aux coûts de transaction élevés, à la réalisation d'économies d'échelle, à la spécialisation et à l'adoption de nouvelles technologies. Pour contribuer à résoudre tous ces problèmes, le gouvernement créait actuellement des bases de données publiques permettant de déceler et d'établir des liens entre l'offre et la demande de produits, d'intrants et de services, ainsi que des liens avec les programmes officiels d'aide à l'industrie et au commerce.

124. La base de données mexicaine SIEM pour l'information du personnel de direction présentait à cet égard un intérêt particulier; elle a été mise en service en janvier 1997 avec la création d'un centre d'affaires virtuel comportant plus de 200 000 sociétés inscrites. Des programmes de promotion des fournisseurs et des exportations avaient également été mis sur pied pour encourager une intégration plus poussée aux chaînes de production nationales et pour faire participer les entreprises plus petites aux exportations directes et indirectes. Les économies d'échelle et la spécialisation, en particulier parmi les petites entreprises, étaient encouragées par des programmes destinés à inciter les entreprises intégratrices à se grouper pour négocier l'achat d'intrants, vendre leurs produits et développer des technologies. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats poursuivaient d'autre part le programme de regroupements industriels afin de tirer parti de la concentration de producteurs similaires

dans un même domaine d'activités; cinq secteurs, dans 14 Etats fédéraux, avaient ainsi été identifiés et des études de faisabilité étaient actuellement en cours.

125. La mise au point de nouvelles méthodes de transformation et de commercialisation et le recours à des services consultatifs spécialisés s'avérant d'un coût prohibitif pour les micro-entreprises, comme pour les petites et moyennes entreprises, le gouvernement mettait en oeuvre des programmes pour faciliter l'accès à des services de ce type et promouvoir des activités de recherche, de transfert de technologie et de formation. Le réseau national de centres régionaux de compétitivité du personnel de direction (CRECES) avait commencé à fonctionner en septembre 1996 dans le but de fournir des conseils en matière d'administration, de comptabilité et d'ingénierie. Vingt et un centres fonctionnaient actuellement et couvraient les deux tiers du territoire; en octobre 1997, il était prévu qu'un centre de ce type existe dans chaque Etat fédéral. Le système d'information sur les services de technologie (SISTEC) fournissait des informations concernant plus de 400 institutions menant des activités de recherche et de développement et fournissait des services consultatifs. La deuxième étape du programme intégral de promotion pour l'utilisation d'une technologie de l'information dans les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises avait permis à 2 000 entreprises d'acquérir du matériel informatique. Trois cent soixante-quatre mille travailleurs et entrepreneurs avaient bénéficié par ailleurs de 31 000 stages de formation.

126. Le premier présentateur s'est félicité du caractère exhaustif des informations fournies par le représentant du Mexique. Il s'est ensuite intéressé à certains aspects de la politique industrielle du Mexique, ainsi qu'aux efforts déployés pour réduire les coûts d'exploitation des entreprises et permettre à ces dernières, en particulier les petites et moyennes entreprises, de réaliser des économies d'échelle; ces programmes ont donné d'excellents exemples à tous les pays des Amériques. Au sein d'instances telles que l'OMC, on s'était parfois interrogé quant à l'objectif des politiques suivies par des pays en développement, comme le Mexique et le Venezuela, pour développer certains secteurs, les liens industriels ou les transferts de technologie. Tel était le cas dans l'industrie automobile au Mexique et en Amérique du Sud; le Mexique avait montré qu'il était possible de rendre les engagements pris en matière de commerce multilatéral compatibles avec des initiatives visant directement à encourager les transferts de technologie et les économies d'échelle et avec les mesures d'incitation aux investissements, afin de créer les liens nécessaires. Quel était le point de vue du Mexique sur ces questions? Le présentateur a conclu en déclarant que le nouveau contexte politique du Mexique risquait de compliquer la mise en oeuvre des mesures budgétaires; il a exprimé l'espoir que la stratégie adoptée serait couronnée de succès.

127. Le représentant du Mexique a répondu en faisant observer que, jusqu'à une date récente, l'industrie automobile mexicaine avait été passablement protégée. En effet, elle était l'un des derniers secteurs où la protection était en passe d'être supprimée. Les usines installées au Mexique disposaient d'un marché captif; l'industrie s'était efforcée de fabriquer une gamme excessivement large de produits. Les mesures de libéralisation et de démantèlement de la protection n'avaient été que progressives. Toutefois, il en avait déjà résulté une transformation majeure de l'industrie, laquelle était devenue très compétitive et exportait plus de 1 million de véhicules par an. Bien que les fabricants de pièces aient été dans certains cas étrangers, les fournisseurs nationaux étaient également actifs sur le marché d'exportation. Un programme récent intitulé COMPITE visait à créer des entreprises locales viables capables de continuer à approvisionner les assembleurs pendant de nombreuses années. Ce programme volontariste permettait aux assembleurs d'automobiles de connaître les coûts comparés des fournisseurs nationaux et de les aider à améliorer leur situation et à abaisser leurs coûts. Il y avait encore des possibilités considérables de réduction des coûts d'exploitation, de telle sorte que les petites et moyennes entreprises participent plus étroitement au processus d'internationalisation de l'économie mexicaine. Tel était l'un des défis majeurs auxquels la politique industrielle et la politique du commerce extérieur du Mexique se trouvaient confrontées. Le Mexique souhaitait continuer sur cette voie et mettre en commun avec d'autres pays les expériences recueillies avec des programmes similaires.

ii) Commerce régional et multilatéral

128. Au sujet du commerce régional et multilatéral, le représentant du Mexique a fait observer que son pays avait été parmi les premiers à souligner la nécessité de transformer le GATT en une organisation permanente dotée d'un mécanisme efficace de règlement des différends. Après deux années de fonctionnement, le Mexique, devenu l'un des principaux utilisateurs à titre de partie intéressée ou de plaignant, pouvait attester de l'utilité de ce mécanisme, notamment pour combattre les mesures unilatérales.

129. La participation du Mexique à l'OMC a joué un rôle décisif quant à la façon dont la crise de 1995 avait été réglée. En janvier 1995, au milieu de la crise la plus grave de son histoire récente, le Mexique a mis en oeuvre les engagements pris à l'OMC, notamment la tarification de ses produits agricoles, ce qui contrastait nettement avec le traitement de la crise de 1982, lorsque le Mexique avait adopté des prescriptions en matière de licences préalables d'importation, relevé les droits de douane sur tous les produits et mis en place des mesures de contrôle des changes. La confirmation de ses engagements pris à l'OMC avait eu une influence positive sur les attentes des chefs d'entreprises et de la communauté financière et avait contribué à accélérer la stabilisation de l'économie.

130. Le Mexique et les Etats-Unis avaient des relations commerciales intenses et complexes qui représentaient depuis longtemps de 75 à 80 pour cent du commerce total du Mexique, même avant l'entrée en vigueur de l'ALENA. Le renforcement des liens économiques en Amérique du Nord avait reçu une forte impulsion suite à la création d'un cadre juridique permanent régissant les rapports entre le Canada, le Mexique et les Etats-Unis, notamment la libéralisation de tous les produits, les disciplines s'ajoutant à celles d'ores et déjà prévues dans les négociations du Cycle d'Uruguay et enfin un mécanisme de règlement des différends. Parmi les avantages importants, quoique non évidents, de l'ALENA figurait la participation accrue du Mexique à différentes instances régionales et multilatérales, que l'ALENA avait favorisée en conférant au Mexique une compétitivité accrue et en l'aidant à fixer des objectifs encore plus ambitieux, tant dans le cadre des accords régionaux que dans celui de l'OMC.

131. Malheureusement, les progrès du système commercial multilatéral avaient été plus lents que ceux accomplis dans le cadre des accords régionaux; aussi le Mexique, à l'instar de beaucoup d'autres pays, continuerait-il à rechercher une libéralisation réciproque accrue des marchés par le biais des accords régionaux. Outre les négociations menées dans l'hémisphère occidental, le Mexique allait entreprendre des négociations avec l'Union européenne et Israël tout en recherchant une intégration plus poussée à la région Asie-Pacifique par l'intermédiaire de l'Organisation Asie-Pacifique de coopération économique. Toutefois, il était désireux d'abaisser ses consolidations tarifaires à l'OMC à la faveur de futures négociations. Il estimait en outre qu'il incombait aux Membres de l'OMC de décider de l'ampleur et du rythme de la libéralisation des échanges mondiaux.

132. Les accords de libre-échange conclus par le Mexique avaient également bénéficié à des pays tiers, en particulier dans le domaine des services pour lesquels, à l'exception des services financiers, une libéralisation préférentielle avait été étendue de manière unilatérale sur la base du traitement NPF. Dans le domaine des services financiers, les filiales d'entreprises de pays tiers établies dans des pays avec lesquels le Mexique avait conclu des accords de libre-échange bénéficiaient des mesures de libéralisation consenties en vertu de ces accords. Récemment, le Mexique avait éliminé de façon unilatérale, sur la base du traitement NPF, les restrictions à l'investissement en vigueur dans des secteurs importants tels que les télécommunications, les transports aériens, le stockage, le transport et la distribution de gaz naturel, les chemins de fer, les services financiers et les aéroports. Sur la même base, il avait libéralisé, en partant d'un droit moyen initial de 13 pour cent, plus de 1 200 lignes tarifaires couvrant les moyens de production et les machines, réduction qui avait bénéficié en particulier aux fournisseurs de l'Asie et de l'Union européenne.

133. Pendant la reprise économique de 1995-1996, les importations du Mexique provenant des pays non partenaires de l'ALENA ont progressé à un rythme de plus de 17 pour cent, supérieur à l'augmentation de 11 pour cent des importations au niveau mondial. Au premier trimestre 1997, ces importations avaient augmenté de 29,6 pour cent par rapport à la même période de 1996, contre 19,5 pour cent pour les importations provenant des pays partenaires de l'ALENA.

134. De l'avis du Mexique, le traitement national et le traitement NPF doivent s'appliquer aux marchés publics. Bien que le Mexique n'ait pas signé l'Accord plurilatéral sur les marchés publics, dans la pratique le régime des marchés publics du gouvernement fédéral était transparent et non discriminatoire. Les achats réservés aux fournisseurs nationaux étaient clairement définis dans les accords internationaux pertinents signés par le Mexique, tels que l'ALENA, avec des appels d'offres annoncés suffisamment à l'avance.

135. De l'avis du Mexique, les accords régionaux complétaient et renforçaient le système commercial multilatéral. Les accords régionaux permettaient la suppression complète des obstacles tarifaires et l'élaboration de règles dans des domaines qui n'étaient pas encore couverts de façon satisfaisante par le système de l'OMC, tels que les investissements, les marchés publics, les procédures douanières et les règles d'origine. Les accords régionaux avaient pour effet d'inciter fortement à poursuivre les négociations dans d'autres domaines en permettant une compétitivité accrue et en facilitant la recherche de nouveaux débouchés; cet effet de dominos aboutirait à une intégration plus étroite des marchés mondiaux et à de nouveaux cycles de négociations à l'OMC.

136. Le Mexique avait notifié les accords régionaux suivants: l'ALENA et, dans le cadre de l'ALADI, les accords conclus avec la Bolivie et le Chili, ainsi qu'avec la Colombie et le Venezuela (G-3). Le Mexique avait l'intention de notifier sous peu ses accords avec le Costa Rica et, dès qu'il serait définitivement au point, celui avec le Nicaragua. Le Mexique négociait actuellement des accords avec pratiquement tous les autres pays de l'hémisphère occidental et participait activement aux négociations en vue de la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). A brève échéance, il amorcerait des négociations avec l'Union européenne et Israël et poursuivrait sa participation aux activités de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Il avait également proposé à plusieurs reprises le lancement d'un nouveau cycle de négociations multilatérales au sein de l'OMC.

137. Le second présentateur a pris note de la déclaration du Mexique selon laquelle les négociations multilatérales étaient trop lentes. Toutefois, il subsistait des obligations et des engagements multilatéraux que le Mexique n'avaient pas acceptés. Celui-ci disposait d'amples possibilités de consolidation de ses droits de douane à des niveaux plus faibles; il avait également pris note de l'intention du Mexique de poursuivre l'abaissement de ses taux consolidés. Le système de l'OMC ne se limitait pas aux droits de douane: le présentateur a rappelé une suggestion tendant à ce que le Mexique accepte aussitôt que possible des règles et des obligations plus rigoureuses en matière de marchés publics, bien qu'il ait affirmé que son système était transparent.

iii) Mise en oeuvre de la politique commerciale, y compris de la politique sectorielle

a) Droits de douane, mesures antidumping et certificats d'origine

138. En réponse à différentes questions sur les droits de douane, le représentant du Mexique a souligné que la libéralisation poursuivie dans son pays n'avait pas été le résultat de négociations commerciales; elle résultait des besoins du développement. Elle se poursuivrait sur des bases unilatérales ou contractuelles selon que les partenaires commerciaux seraient disposés ou non à consentir aux produits mexicains un plus large accès à leurs marchés. Des mesures autonomes de libéralisation avaient été prises sur la base du traitement NPF, de sorte que l'ensemble des partenaires commerciaux en bénéficiaient.

139. L'accroissement de l'écart entre droits appliqués et droits consolidés était le résultat des réductions effectuées de façon unilatérale ou dans le cadre d'accords de libre-échange, tandis que les relèvements de taux consolidés résultaient du processus de tarification du Cycle d'Uruguay. Les réductions unilatérales étaient profitables à l'ensemble des partenaires, dans la mesure où les accords de libre-échange étaient compatibles avec les règles de l'OMC. Par conséquent, la seule façon de réduire cet écart consistait à abaisser les taux consolidés ou à établir un mécanisme permettant de tenir dûment compte des mesures unilatérales adoptées. Le Mexique était disposé à abaisser les taux consolidés par voie de négociations multilatérales, comme il l'avait fait lors du Cycle d'Uruguay au cours duquel il avait suggéré des moyens pour créditer les mesures unilatérales de libéralisation. Malheureusement, peu de choses avaient été entreprises jusqu'à présent à cet égard. Hormis des engagements juridiques, tels que les consolidations, ou de simples moyennes ne reflétant pas la réalité des flux commerciaux, et en dépit de la crise de 1994, le Mexique comptait parmi les économies les plus ouvertes, comme en témoignait la baisse de la moyenne tarifaire pondérée de 7,8 pour cent en 1993 à 2,7 pour cent en 1997.

140. En réponse aux observations concernant les hausses de droits imposées par le Mexique sur les chaussures, les vêtements et les produits en cuir, le représentant du Mexique a fait observer que ces augmentations ne dépassaient pas les niveaux consolidés et n'avaient donc pas exigé le recours aux mesures d'exception prévues par le GATT. Le nombre de produits visés par ces augmentations avait été limité, en particulier dans le cas de produits faisant l'objet de mesures unilatérales de réduction des droits de douane. L'essentiel était que, malgré la nécessité pour l'industrie mexicaine de se moderniser, et donc d'affronter la concurrence étrangère, le Mexique avait non seulement continué d'observer ses engagements au titre du GATT, mais avait maintenu la dynamique générale de la libéralisation des échanges.

141. Le représentant du Mexique a noté que la question de l'utilisation des bases c.a.f. ou f.a.b. pour l'évaluation en douane avait été traitée de manière approfondie au sein du Comité de l'évaluation en douane et du Comité des accords régionaux; elle avait en outre fait l'objet de consultations formelles confidentielles dans le cadre du mécanisme de règlement des différends. Néanmoins, il convenait de rappeler que l'Accord sur l'évaluation en douane ne privilégiait pas plus le système f.a.b. que le système c.a.f.; la plupart des partenaires commerciaux du Mexique, en particulier les pays développés, utilisaient le premier, lequel était donc manifestement à l'abri de toute critique. Le système c.a.f. était appliqué sans discrimination à tous les Membres de l'OMC, dont le Canada et les Etats-Unis. Or, les marchandises provenant des pays partenaires de l'ALENA n'étaient pas considérées comme originaires de ces deux pays, mais d'Amérique du Nord; ils étaient donc assujettis au système f.a.b. L'utilisation de système c.a.f. ou f.a.b. n'avait pas d'importance dans le cas des produits originaires des partenaires de l'ALENA, puisque la modification de la valeur imposable serait négligeable, en raison de la proximité des pays partenaires et de la franchise de droits, au demeurant provisoire, accordée à la plupart des produits, parce qu'à la fin de la période de transition l'utilisation de l'un ou l'autre système n'aurait aucune incidence. Le système c.a.f. ne visait pas des fins protectionnistes ou de détournement des échanges: le Mexique aurait pu atteindre les premières en augmentant les droits NPF en mettant à profit la différence existant entre les droits appliqués et les droits consolidés; pour atteindre les secondes, rien n'aurait empêché le Mexique d'accélérer les réductions tarifaires prévues dans le cadre de l'ALENA.

142. Au sujet de l'utilisation fréquente par son pays de mesures antidumping et de l'application éventuelle de mesures correctives, le représentant du Mexique a déclaré que l'ouverture d'enquêtes antidumping était subordonnée à des demandes présentées à cet effet, auxquelles, si elles étaient présentées comme prescrit, les autorités étaient tenues de donner suite. Le gouvernement n'avait aucune politique délibérée visant à encourager ou à limiter le recours aux mesures antidumping. Le système actuel ne pouvait être évalué en fonction du nombre des enquêtes. L'essentiel était que celles-ci soient réalisées conformément aux règles convenues. Leur nombre n'était pas étonnant dans une économie aussi ouverte que celle du Mexique. En effet, la probabilité des demandes d'enquêtes antidumping

était de plus en plus forte au fur et à mesure de la croissance des échanges internationaux. Qui plus est, les ouvertures d'enquêtes pouvaient se rapporter à des demandes initiales ou concerner des révisions d'enquêtes. De 1994 à 1996, il y avait eu 33 ouvertures et 17 révisions; 22 demandes avaient été rejetées. Le nombre plus important de mesures appliquées depuis 1994 était dû à la clôture d'enquêtes ouvertes antérieurement et non à une augmentation systématique.

143. Au sujet des réformes de la législation intérieure, le délégué a fait observer que le Mexique n'avait eu aucune difficulté pour harmoniser sa législation avec l'Accord antidumping de l'OMC puisque, contrairement à la situation qui prévalait dans d'autres pays Membres de l'OMC, les accords internationaux avaient le statut de Loi suprême de la nation; aussi, l'incompatibilité entre les règles nationales et celles de l'OMC était-elle purement théorique. Les réformes de la législation nationale étaient nées de l'opportunité d'une harmonisation des règles internes et des règles internationales propre à faciliter leur application. L'entrée en vigueur de ces réformes n'était pas fixée à une date précise; elle interviendrait après leur approbation par le Congrès fédéral mexicain.

144. Le système mexicain de certificats d'origine était destiné à éviter que les produits importés échappent massivement aux droits antidumping et compensateurs en étant réexpédiés via des pays tiers. Le système avait été adopté après que les autorités mexicaines se soient rendues dans plusieurs pays Membres de l'OMC pour solliciter leur avis; pour prendre leurs points de vue en considération, la mise en oeuvre du système avait été retardée de plusieurs mois, en dépit de l'urgence du problème. Le certificat d'origine n'était pas une contrainte malvenue ou onéreuse, car les gouvernements étrangers eux-mêmes désignaient l'organisme certificateur, enregistré une fois pour toutes auprès des autorités mexicaines. La confirmation d'une certification d'origine par une ambassade mexicaine était imposée uniquement aux pays non Membres de l'OMC.

145. Le fait de ne pas exiger de certificat d'origine pour les pays avec lesquels le Mexique avait conclu un accord de libre-échange n'était pas une mesure discriminatoire contraire aux dispositions du GATT; une telle exigence serait sans objet, puisque l'origine aurait été déjà définie dans le certificat d'origine nécessaire à l'obtention d'un traitement préférentiel. Un certificat d'origine était une exigence administrative nécessaire pour assurer la conformité aux dispositions existantes de défense du commerce compatibles avec le GATT.

146. Le premier présentateur a fait remarquer, au sujet des mesures antidumping que, comme pour d'autres disciplines, il était important que l'examen des politiques commerciales établisse une nette distinction entre les questions relatives aux engagements pris par les pays et les questions relatives aux objectifs souhaitables, qui ne sont pas nécessairement liées aux engagements. Bien que les observations du Mexique concernant les mesures antidumping soient parfaitement satisfaisantes, la question de la transparence conservait toute son importance. Ainsi qu'il avait été demandé précédemment, il serait souhaitable de connaître le point de vue du Mexique quant à la possibilité d'accorder une plus grande indépendance à l'autorité chargée de la lutte contre le dumping, du moins au stade de la collecte de l'information. Au Mexique, cette tâche incombe au SECOFI, tandis que dans d'autres pays elle relève d'un organe indépendant. Les parties en présence semblaient estimer que ce dernier type d'arrangement offrait une meilleure garantie de transparence.

147. Le représentant des Etats-Unis a formulé à nouveau sa question concernant l'évaluation en douane, à savoir le dépôt d'une caution pour les transactions impliquant des parties liées.

148. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé s'il serait répondu par écrit à la question qu'il avait posée antérieurement sur les règles d'origine. Il a fait observer qu'il existait des Membres de l'OMC dont les économies étaient ouvertes, mais où les enquêtes antidumping étaient très rares. Ceci étant dit, le représentant du Mexique voudrait-il préciser sa déclaration suivant laquelle le nombre de demandes d'ouverture d'enquêtes antidumping était fonction du degré d'ouverture d'une économie?

149. Le représentant du Brésil a attiré à nouveau l'attention sur la situation de son pays en tant que principale cible des mesures antidumping du Mexique, en particulier dans le secteur de l'acier. Il en avait été spécialement ainsi en 1995. Cette concentration d'affaires était surprenante car le Brésil ne semblait pas avoir de problèmes antidumping particuliers dans le secteur de l'acier avec aucun autre partenaire commercial. Le représentant du Mexique pouvait-il décrire les méthodes d'enquête utilisées et donner les raisons de l'augmentation décourageante du nombre des enquêtes visant l'acier?

150. Le représentant de l'Union européenne a demandé combien de temps le Mexique maintiendrait les droits élevés adoptés en 1995, surtout compte tenu de la vigoureuse reprise économique actuelle. Au sujet de l'évaluation en douane, il a demandé pourquoi il fallait établir une distinction entre les produits originaires des pays membres de l'ALENA et ceux d'autres provenances si, comme le déclarait le Mexique, les différences étaient minimes.

151. Le représentant du Mexique a répondu au premier présentateur en faisant valoir que jusqu'à une date récente, le Mexique avait une économie fermée, qui ne participait même pas au système commercial multilatéral. Ces dernières années, le mécanisme antidumping du Mexique avait connu une évolution très importante menée à bien de façon particulièrement prudente. Une institution hautement compétente avait également été créée. Des efforts avaient été déployés tant sur le plan administratif que sur le plan juridique pour améliorer la transparence des procédures et élargir la participation de toutes les parties intéressées; des audiences publiques étaient possibles, il existait un mécanisme chargé de réexaminer les décisions prises et une formation professionnelle dans ce domaine était assurée de façon continue. Dans l'ensemble, les autorités étaient très satisfaites du fonctionnement du système. L'ALENA comportait un mécanisme de réexamen des décisions qui pouvaient être portées devant des instances internationales; des réformes avaient été introduites dans la législation mexicaine pertinente et appliquées sur la base du traitement NPF. En ce qui concerne l'indépendance de l'organisme antidumping, l'expérience internationale dans ce domaine ne permettait pas de se prononcer sur les avantages d'un système par rapport à un autre. L'essentiel était que le Mexique applique la législation pertinente de façon transparente, neutre et équitable.

152. Au sujet des observations de la Nouvelle-Zélande, le représentant du Mexique a précisé qu'il n'avait pas voulu dire que plus une économie était ouverte plus le nombre des enquêtes antidumping était grand. Il avait voulu dire que le Mexique avait connu il y a peu une très importante période de transition. En 1982, toutes les importations étaient soumises à des licences préalables et la composante importée de l'offre globale était très faible. Le passage d'une économie fermée, protégée par des obstacles tarifaires et non tarifaires très élevés, à une économie ouverte comportant des échanges plus intenses, permettait d'expliquer la multiplication des enquêtes antidumping ouvertes au Mexique. Le nombre croissant d'enquêtes observé ces dernières années résultait de demandes faites avant 1993 et dont le règlement avait été lent.

153. Le représentant a fait valoir que la question posée par les Etats-Unis revêtait un caractère spécifique et technique; il a confirmé son engagement de répondre par écrit aux questions de ce type. Quant à la préoccupation du Brésil au sujet du nombre élevé d'enquêtes antidumping visant les exportations d'acier, le représentant a fait observer que le secteur de la sidérurgie faisait fréquemment l'objet de ce type de mesures au niveau international. L'offre d'acier était devenue excédentaire ces dernières années; tel était sans doute la principale explication de la multiplication des enquêtes. Les autorités mexicaines avaient simplement réagi au nombre croissant d'utilisateurs se plaignant de pratiques commerciales déloyales. Concernant les questions de l'Union européenne, bien que les droits de douane appliqués en 1995 pour quelques produits soient constamment réexaminés, les autorités n'avaient pas l'intention pour l'instant de modifier le régime en vigueur. Au sujet de la distinction entre l'évaluation c.a.f. et f.a.b., la différence était effectivement mineure quoique non négligeable pour les utilisateurs finaux au Mexique; comme il avait déjà été indiqué, des consultations avec les partenaires

commerciaux européens étaient actuellement en cours pour résoudre cette question dans un cadre approprié.

b) Obstacles techniques, marchés publics, CONASUPO

154. Au sujet des obstacles techniques au commerce, le représentant du Mexique a noté la concordance entre le rapport du Secrétariat et celui de son gouvernement. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce n'exigeait pas une concordance rigoureuse de toutes les normes nationales avec les normes internationales; ces dernières étaient utilisées uniquement comme point de départ et dans la mesure jugée utile pour élaborer des normes nationales. Comme l'autorisait l'Accord, le Mexique avait estimé que l'utilisation de normes internationales dans des domaines tels que le matériel électrique ou téléphonique n'était pas adaptée à son développement technologique. Toutefois, le plan de développement du Mexique pour la période 1995-2000 reconnaissait la nécessité de moderniser l'industrie tout en améliorant la qualité, essentiellement grâce à l'utilisation de normes internationalement reconnues.

155. La Commission nationale de normalisation était un organisme national auquel participaient différents secteurs (université, industrie, commerce, consommateurs), des organismes publics participant à l'élaboration de normes et de règlements techniques, ainsi que des entreprises privées de normalisation inscrites auprès du SECOFI conformément aux conventions internationales. Les principaux règlements et normes étaient élaborés par des commissions, avec le concours des parties intéressées, nationales et étrangères. Les normes volontaires et les normes obligatoires devaient être publiées au Journal officiel. La loi prévoyait une période de 60 jours pour la présentation d'observations.

156. Le Programme de politique industrielle et de commerce extérieur veillait à ce que les normes soient utilisées uniquement en cas de besoin, contribuant ainsi à la déréglementation dans ce domaine. Le Programme visait à encourager l'élaboration de normes volontaires généralement acceptées, efficaces sur le plan des coûts et constituant un mécanisme autorégulateur pour le secteur privé.

157. En vertu de la législation du Mexique, la certification relevait de la responsabilité des autorités et des organisations mexicaines accréditées, mais tout pays pouvait exiger une homologation pour certification. Pour la certification selon la norme ISO 9000, il y avait environ 500 entreprises certifiées, de 120 à 125 par des organismes mexicains; aucun de ces derniers n'était cependant accrédité pour certifier selon la norme ISO 14000, mais une quinzaine d'entreprises avaient obtenu cette certification auprès d'organismes étrangers. La législation du Mexique sur l'environnement était actuellement adaptée, notamment en tenant compte du rôle éventuel de la norme ISO 14000.

158. L'ALENA comportait une disposition semblable à l'article 2.5 de l'Accord OTC et à l'article F du Code de bonne conduite, qui régissait la coopération en matière de normes entre les partenaires de l'ALENA, notamment au sein du Comité de l'étiquetage des denrées alimentaires. Ces dispositions garantissaient que les initiatives du Mexique au sein de l'ALENA étaient compatibles avec ses engagements au titre de l'Accord OTC. La troisième étape du Programme de coopération en matière de normalisation et de certification entre le Mexique et l'Union européenne avait été menée à bien en juin 1997. Ce programme portait sur la coopération technique, la formation et l'échange d'informations entre les organismes mexicains et européens de certification. En juillet 1997, le Mexique avait demandé une prolongation du programme et l'on espérait que cela permettrait la création d'un cadre pour l'établissement d'accords de reconnaissance mutuelle.

159. Le Mexique avait modernisé ses normes et sa législation en matière d'étiquetage, domaine dans lequel ses prescriptions étaient souples par rapport à celles d'autres pays. Dans certains pays, ces prescriptions étaient différentes à l'échelon infrafédéral ou prévoyaient l'utilisation de plusieurs langues. Dans tous les pays développés, les exportateurs mexicains devaient se conformer à des prescriptions de ce type. La NOM-050-SCFI-1991 sur les prescriptions en matière d'étiquetage des denrées

alimentaires et des boissons non alcooliques n'exigeait pas l'indication du contenu nutritionnel de chaque produit, sauf si des plaintes avaient été déposées quant à ses propriétés nutritives.

160. L'affirmation suivant laquelle le Mexique avait adopté trois réglementations techniques non conformes aux normes internationales était erronée: la NOM-050 reposait sur les normes ISO 14, 37 et 41, et la NOM-051 sur l'étiquetage des denrées alimentaires et des boissons était conforme aux normes CODEX STAN 1-1985, 107-1981, CAC/GL 1-1979, CAC/GL2-1985, etc. Il n'y avait pas de normes internationales correspondant à la NOM-004 sur l'étiquetage des textiles et des vêtements. Le Règlement du 24 février 1997 sur la vérification des importateurs se conformant aux NOM 050 et 051 ne se rapportait pas à des règles techniques, mais à d'autres types d'étiquetage applicables au Mexique, créés par le SECOFI pour faciliter la conformité à ces deux normes NOM.

161. La Commission sanitaire agricole nationale avait été instituée en vertu du Règlement interne du Ministère de l'agriculture du 12 avril 1996; cette instance était seule compétente en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires et d'inspections aux aéroports et aux frontières. Contrairement aux arrangements précédents, la Commission était dotée d'une autonomie financière et administrative, faisant payer certains de ses services afin de renforcer sa capacité de les fournir. L'autonomie de la Commission facilitait l'évaluation sanitaire des produits et l'identification des zones exemptes de maladies dans les autres pays, ou encore l'établissement de protocoles permettant d'accélérer les échanges de produits agricoles.

162. Le Mexique s'était efforcé d'inclure dans tous ses accords de libre-échange des règles en matière de marchés publics. Comme indiqué précédemment, le Mexique estimait que le traitement national et le traitement NPF devaient s'appliquer aux marchés publics; le régime ainsi mis en place était d'ores et déjà transparent et non discriminatoire, les appels d'offres réservés aux fournisseurs nationaux étant clairement définis. Près de 80 pour cent des marchés publics passés par le gouvernement fédéral donnaient lieu à des appels d'offres internationaux prévoyant le traitement national et le traitement NPF.

163. Bien qu'en pratique le Mexique n'exclut aucun pays des appels d'offres internationaux, il s'en était réservé le droit dans la Loi sur les marchés et les travaux publics. En vertu de cette loi, les pays qui n'avaient pas conclu d'accord de libre-échange avec le Mexique ou qui n'accordaient pas la réciprocité pouvaient être exclus des appels d'offres internationaux; cette clause s'expliquait par une réalité commerciale et par l'application, par beaucoup d'autres pays, de régimes offrant moins de transparence et de possibilités.

164. Le Mexique apportait son soutien au Groupe de travail de l'OMC sur la transparence des marchés publics, compte tenu de son rôle considérable au niveau mondial; il était en outre favorable à la prise en compte des politiques nationales sous réserve de la transparence de cette démarche. Le soutien apporté à ces activités ouvrait la voie à la conclusion d'un véritable accord multilatéral sur les marchés publics. Du point de vue du Mexique, l'Accord de l'OMC sur les marchés publics était trop limité, du fait qu'il excluait la grande majorité des pays; la participation à cet accord n'assurait pas la réciprocité avec les pays non participants.

165. Lors du précédent examen de politique commerciale, la CONASUPO avait été décrite comme une entreprise commerciale d'Etat, parce qu'il s'agissait de la seule entreprise autorisée à importer du lait en poudre. Suite au programme de modernisation réalisé par le Mexique et des négociations du Cycle d'Uruguay, tel n'était plus le cas. Le lait en poudre pouvait être importé en franchise dans les limites d'un contingent tarifaire par les détenteurs des certificats d'importation concernés ou par d'autres parties, après paiement des droits d'importation. Cette situation n'était pas parfaitement satisfaisante pour certains Membres de l'OMC, mais cela ne signifiait pas pour autant que la libéralisation des importations convenue dans le cadre du Cycle d'Uruguay n'avait pas été réalisée ou que le nouvel arrangement était moins favorable que le précédent.

166. La délivrance de certificats pour les importations réalisées dans la limite des contingents n'était pas un problème d'entreprise commerciale d'Etat. Cette question était actuellement étudiée par le Comité de l'agriculture, tandis que celle des entreprises d'Etat était liée aux privilèges d'exclusivité accordés à des entreprises. La délivrance de certificats sur la base des précédents ne constituait pas un privilège exclusif dans le cadre du GATT de 1994, mais une pratique administrative courante utilisée par de nombreux Membres de l'OMC dans différents secteurs. Outre les considérations juridiques, le Mexique n'avait pas intérêt à utiliser des contingents tarifaires dans le cas du lait en poudre à des fins protectionnistes. Les importations mexicaines de ce produit étaient les plus importantes au niveau mondial et dépassaient le contingent tarifaire. Toutes les importations avaient été réalisées en franchise. La CONASUPO cherchait toujours à obtenir par l'intermédiaire de ses courtiers les conditions les plus favorables sur le marché mondial. Sur le marché intérieur, les ventes aux utilisateurs industriels étaient réalisées au moyen d'appels d'offres dans lequel le prix de base était en rapport avec les cours mondiaux, majorés des frais de transport et des frais administratifs. Le marché était attribué au moins-disant.

167. Le représentant de la Thaïlande a demandé des précisions sur la question des importations de riz provenant de son pays, en particulier du point de vue de l'application de la nouvelle réglementation en vigueur. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé comment un importateur de lait en poudre du secteur privé conservait le certificat approprié d'importation dans les limites du contingent tarifaire et a demandé des précisions par écrit quant aux modalités d'obtention d'un tel certificat.

168. Au sujet des obstacles techniques au commerce, le représentant de l'Union européenne a attiré l'attention sur le fait que certains exportateurs de l'Union européenne et certains importateurs mexicains avaient de grosses difficultés avec la nouvelle réglementation du Mexique et tout particulièrement en ce qui concerne les normes 050 et 051. Il en avait résulté deux notifications transmises au gouvernement mexicain par les points d'information prévus au titre de l'Accord OTC de l'OMC, mais aucune réponse n'avait encore été reçue à ce jour. Il a demandé quand les informations en question seraient susceptibles d'être fournies. L'Union européenne attendait également des réponses à ses questions écrites, notamment sur les marchés publics.

169. Egalement au sujet des obstacles techniques au commerce, le représentant du Japon a fait observer que la plupart des normes mexicaines étaient certes généralement conformes aux normes internationales, mais que leur nombre avait notablement augmenté ces dernières années. Des plaintes avaient également été formulées par des entreprises japonaises en ce qui concerne la rigueur excessive de certaines normes. L'intervenant a exprimé de vives préoccupations au sujet de la NOM-050 et a demandé au Mexique de réexaminer le système en vigueur. Quant aux procédures d'importation, il s'avérait nécessaire de les préciser davantage, car certaines importations subissaient semble-t-il d'importants retards.

170. Le représentant de la Colombie a relevé que plusieurs questions intéressant son pays avaient déjà été traitées par d'autres délégations, notamment la question de l'Union européenne sur la NOM-004 relative aux textiles et aux vêtements. Il a pris note de la déclaration du Mexique suivant laquelle il n'y avait pas de norme internationale sur laquelle il était possible de s'appuyer. Néanmoins, les exportateurs colombiens étaient préoccupés par le fait que cette norme créait des obstacles non nécessaires au commerce; ils avaient signalé aux autorités colombiennes que certains bureaux de douane mexicains exigeaient des renseignements qui n'étaient pas expressément requis par cette norme. Les informations communiquées dans le cadre de l'examen de politique commerciale seraient transmises aux autorités de Bogotá, mais de nouvelles informations écrites sur cette question seraient les bienvenues.

171. Le représentant du Brésil a soulevé à nouveau la question des obstacles liés aux mesures sanitaires et phytosanitaires: d'après le rapport du Secrétariat, un comité avait été institué au sein de l'ALENA pour harmoniser les réglementations et faciliter la coopération et les consultations, le concept de zones exemptes de problèmes sanitaires étant par ailleurs introduit. L'intervenant a demandé à nouveau pourquoi le Mexique n'appliquait pas le même concept au Brésil, en particulier pour la fièvre aphteuse,

en reconnaissant qu'il existait dans un pays aussi étendu des zones indemnes de cette maladie dont les exportations de viande pouvaient être affranchies de toute restriction. Quels critères guidaient les travaux du Comité et quelles mesures pouvaient être prises pour accélérer la solution de ce problème et permettre ainsi d'augmenter les courants d'échanges entre les deux pays?

172. Le représentant du Mexique a confirmé son engagement de fournir des réponses écrites précises dans les prochains jours, notamment aux questions posées par la Colombie, l'Union européenne, le Japon et la Thaïlande. Au sujet de ce dernier pays, il a ajouté que dans les semaines à venir, des experts mexicains assisteraient à une réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires; ils seraient alors invités à examiner avec les délégations de la Thaïlande et de l'Uruguay les problèmes correspondants liés aux exportations de riz. Sur la question des informations complémentaires, soulevée par la Colombie, il a demandé des précisions, pour pouvoir assurer le suivi de cette question auprès des autorités douanières mexicaines.

173. Le représentant a fait valoir que la CONASUPO avait cessé de bénéficier des privilèges liés au statut d'importateur exclusif. Le lait en poudre était désormais dûment assujéti à des droits de douane et des contingents tarifaires étaient établis. De fait, toutes les importations de lait en poudre étaient admises en franchise; le Mexique n'était aucunement désireux de rendre un produit de ce type plus coûteux, puisque la plupart des quantités importées étaient utilisées à des fins sociales. L'administration et la délivrance de certificats d'importation ne relevaient pas de l'article XVII du GATT sur le commerce d'Etat. Quant à la question de la Nouvelle-Zélande, les certificats d'importation étaient délivrés en fonction des précédents. Pour le lait en poudre, l'importateur traditionnel était la CONASUPO. Plusieurs pays délivraient les certificats sur cette même base et dans pratiquement tous les secteurs; cette pratique n'était par ailleurs aucunement liée au statut d'entreprise commerciale d'Etat. Bien que le précédent examen de politique commerciale ait présenté comme telle la CONASUPO, il n'en était plus ainsi actuellement: la notification par le Mexique concernant le commerce d'Etat était exacte; la CONASUPO opérait sur le marché intérieur en tant qu'acheteur; elle agissait par l'intermédiaire de courtiers internationaux qui n'avaient aucune influence sur les cours mondiaux. Sur le marché intérieur, elle vendait du lait en poudre et non des certificats d'importation. Les ventes en question s'effectuaient dans le cadre d'un système suivant lequel l'offre retenue était celle qui était la plus proche du prix d'achat par la CONASUPO, c'est-à-dire l'offre la moins chère.

174. Sur la question du Brésil concernant les zones exemptes de maladies, le Mexique était effectivement convenu de reconnaître l'existence de telles zones avec certains partenaires commerciaux. Si le Brésil n'avait pas déjà officiellement demandé à bénéficier d'un arrangement de ce type, le Mexique accueillerait favorablement toute initiative visant à engager des pourparlers avec le Brésil sur les produits qui l'intéressaient en particulier.

175. Le représentant de la Colombie a accepté de fournir de plus amples précisions sur les problèmes rencontrés par les exportateurs de son pays. Les registres généraux et sectoriels d'importateurs, mentionnés par les Etats-Unis, posaient par ailleurs un autre problème: les entreprises colombiennes inscrites sur le registre général devaient attendre jusqu'à trois mois pour être inscrites sur les registres sectoriels.

176. Le représentant du Mexique a pris note des préoccupations formulées et promis d'y apporter une réponse écrite.

c) *Maquiladoras*, agriculture, automobile, services

177. Le représentant du Mexique a confirmé que, le 1er janvier 2001, des modifications seraient apportées aux modalités d'application du régime des *maquiladoras* aux échanges entre les pays de l'ALENA. A partir de cette date, le Mexique pourrait restituer ou réduire les taxes à l'importation

à concurrence du moins élevé des deux montants suivants: celui des droits de douane payés sur les facteurs de production ou le montant total des droits payés aux autres partenaires de l'ALENA pour le produit exporté. Tous les systèmes de restitution ou de réduction dans le monde visent à éviter la double imposition des facteurs de production. Dans le cas des produits échangés en franchise dans le cadre d'un accord de libre-échange, le pays exportateur ne devrait ni restituer ni réduire les taxes à l'importation, sinon les exportations seraient favorisées par rapport aux ventes intérieures. Tel avait été précisément l'objectif de la modification du régime des *maquiladoras*. Ces modifications en rapport avec l'ALENA ne concernaient aucunement les droits NPF sur les facteurs de production extrarégionaux. Ces modifications ne risquaient pas d'enfreindre des règles multilatérales, puisque l'OMC n'imposait aucune obligation en matière de restitutions ou de réductions de droits de douane. Comme l'industrie des *maquiladoras* induisait plus d'un million d'emplois et était une importante source de devises étrangères, les autorités mexicaines et l'industrie estimaient que les modifications apportées à son régime spécial assurait le maintien de sa compétitivité.

178. Suite aux demandes de précisions concernant le programme mexicain PROCAMPO de versements directs aux agriculteurs, le représentant a déclaré qu'il avait été institué en vertu d'un décret du 25 juillet 1994; les modalités d'application de ce programme avaient été publiées au Journal officiel du 23 avril 1997. Ses principales caractéristiques étaient les suivantes: versements fixes par hectare, non liés au volume de production, à la productivité ou aux besoins de semences; pour en bénéficier, les terres agricoles devaient avoir été utilisées au moins une fois pendant les trois années précédant le mois d'août 1993 pour la culture du maïs, des haricots, du blé, du sorgho, du riz, du soja, du safran, du coton ou de l'orge; les terres pouvaient désormais être utilisées pour la culture, l'élevage, l'exploitation forestière ou la défense de l'environnement.

179. Le Mexique avait exécuté tous ses engagements en matière d'accès au marché issus du Cycle d'Uruguay, tels que repris dans ses listes, y compris pour le sucre. Lorsque la demande intérieure l'exigeait, les importations de produits soumis à tarification pouvaient dépasser les niveaux d'accès minimal inscrits dans ces listes. Les seuls produits agricoles faisant l'objet de prix officiels étaient les tortillas et la farine de maïs en vrac destinée à leur fabrication.

180. Au sujet du secteur de l'automobile, le gouvernement mexicain avait décidé qu'après des années de protection excessive, le secteur devait se moderniser pour s'adapter à la nouvelle situation du Mexique dans un monde de plus en plus globalisé et concurrentiel. Le décret concernant le développement et la modernisation de l'industrie automobile (décret sur l'industrie automobile) visait à ouvrir progressivement le secteur à la concurrence étrangère grâce à la transformation des usines et des procédés et à l'intégration des chaînes de production. Le décret prévoyait l'élimination progressive des restrictions à la production, l'installation de nouvelles usines de montage et des prescriptions concernant la teneur en éléments d'origine locale. Ce mécanisme s'était avéré un instrument efficace de politique industrielle, créant des conditions propices au développement du secteur. Par rapport à la situation qui prévalait dix ans auparavant, le secteur s'était modernisé et était devenu plus compétitif, ayant acquis, comme en témoignaient ses résultats, une base d'exportation plus solide et plus dynamique.

181. Pour assurer une complète transparence, le Décret sur l'industrie automobile avait été notifié au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce. La notification fournissait toutes les informations convenues au niveau multilatéral et reprenait le texte de la législation pertinente. Les doutes exprimés en ce qui concerne l'ALENA avaient été levés pendant l'examen de l'Accord au sein du comité compétent. Ainsi qu'il avait été indiqué alors, il n'était pas encore possible de préciser à quelle date le Décret sur l'industrie automobile cesserait d'être en vigueur dans le cadre de l'OMC. Le Comité n'avait pas fixé de date limite impérative puisque le Conseil du commerce des marchandises pouvait prolonger la période de transition. Le sort final de l'Accord, en ce qui concerne l'OMC, dépendrait des besoins du Mexique en matière de finances, de commerce et d'environnement, ainsi

que de ses droits et obligations au regard de l'OMC au moment où une décision serait prise et non avant.

182. Au sujet des services, le représentant du Mexique a déclaré que le rapport du Secrétariat faisait certes état d'inefficacités persistantes dans des domaines tels que les transports, les télécommunications et les services financiers, mais que le même document faisait valoir le caractère erroné de cette affirmation. La libéralisation et l'ouverture du marché ces dernières années avaient contribué à accroître l'offre et à renforcer la compétitivité. Malgré certaines imperfections dans quelques domaines, des efforts de plus en plus importants étaient déployés pour y remédier. Ainsi qu'il était indiqué dans les parties du rapport sur les transports, les télécommunications et les services financiers, le cadre juridique avait été réexaminé et divers programmes de soutien et de modernisation avaient été mis en oeuvre. Cette politique avait favorisé les investissements et la transparence de la concurrence, de telle sorte que ces services étaient désormais plus modernes et plus efficaces et contribuaient eux-mêmes à la compétitivité et à l'efficacité des autres activités.

183. Les deux seules exceptions du Mexique en matière de traitement NPF dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services concernaient un accord sur les transports terrestres destiné à faciliter l'accès aux touristes des Etats-Unis. Cet accord se justifiait par le fonctionnement particulier de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, qui excluait la possibilité d'accorder ce traitement aux autres pays. Toutefois, lors du réexamen de sa liste d'engagements, le Mexique envisagerait la suppression du plus grand nombre d'obstacles possible sur une base NPF.

184. Les engagements pris par le Mexique à l'OMC en matière de services comptaient parmi les plus étendus et les plus ambitieux. Bien que l'investissement étranger ne soit assujéti à aucune limite dans la plupart des domaines, certains sous-secteurs figurant dans la liste annexée à l'AGCS n'autorisaient une participation étrangère supérieure à 49 pour cent qu'après approbation de la Commission nationale des investissements étrangers; cette approbation était fondée sur des critères clairs et objectifs tels que les effets sur l'emploi et la formation, l'apport technologique, la conformité aux dispositions applicables en matière de protection de l'environnement et, de façon générale, la contribution à la compétitivité du pays. Aucune de ces dispositions ne constituait une mesure concernant les investissements et liée au commerce. De janvier 1995 à septembre 1997, 193 demandes avaient été soumises à la Commission; toutes avaient été approuvées.

185. Le secteur mexicain des télécommunications était l'un des plus ouverts et des plus avancés du monde. Le Mexique avait consolidé la libéralisation lors des négociations menées à bien en février sur la base de la législation en vigueur. Aussi n'était-il pas envisagé à l'heure actuelle d'entreprendre une libéralisation plus poussée. Les accords conclus avec les Etats-Unis en matière de télécommunications s'inscrivaient dans le cadre de l'ALENA. Aussi n'était-il pas envisagé d'en étendre les dispositions sur une base NPF, comme le prévoyait l'article V:7 a) de l'AGCS.

186. Le transport maritime au Mexique était l'un des secteurs les plus ouverts du monde. Aucune restriction ne s'appliquait aux navires battant pavillon étranger pour les transports en haute mer. Les investissements étrangers directs étaient admis sans limite de prise de participation sur autorisation préalable de la Commission des investissements étrangers. Le Mexique comptait parmi les rares pays qui autorisaient les activités de cabotage des navires étrangers en délivrant des permis temporaires, lorsque la capacité nationale était insuffisante pour satisfaire la demande.

187. La participation étrangère aux transports terrestres de fret était en augmentation: de 49 pour cent actuellement, la limite des investissements étrangers directs passerait à 51 pour cent en l'an 2001 et à 100 pour cent en l'an 2004.

188. Dans le domaine des services financiers, le Mexique s'était engagé à accorder le traitement national dans ses accords de libre-échange concernant ces services. Les autres pays avaient également bénéficié de cette mesure en ce sens que les filiales établies dans des régions relevant d'accords de libre-échange se voyaient accorder un traitement similaire. A l'OCDE, le Mexique avait accepté d'examiner en 1998 la possibilité d'étendre les avantages de l'ALENA aux pays membres de l'OCDE; cet examen était déjà en cours.

189. Au Mexique, les institutions financières étrangères pouvaient exercer le même type d'activités que dans leur pays d'origine. Elles bénéficiaient du traitement national du fait qu'elles pouvaient entreprendre les mêmes activités que les sociétés mexicaines, sous réserve d'autorisation officielle. Les autorités attendaient de ces institutions financières qu'elles aient l'expérience des services qu'elles souhaitaient fournir au Mexique. Les filiales bénéficiaient du traitement national. Elles avaient été initialement tenues d'observer un taux limite de 99 pour cent de participation étrangère, mais cette participation avait été ramenée en 1995 à 51 pour cent, de façon à permettre les coinvestissements. La citoyenneté mexicaine n'était exigée ni du président ni des membres du conseil d'administration, mais le président/directeur général et la majorité du conseil devaient avoir le statut de résident. La plus grande ouverture et la confiance accrue dans le secteur financier mexicain a été démontrée par l'importance des flux d'investissements étrangers directs: 3,6 milliards de dollars EU de 1994 à septembre 1997 (non compris le réinvestissement des bénéfices ou les transactions internes aux entreprises).

190. Le représentant de la Corée a demandé des précisions supplémentaires concernant l'utilisation par le Mexique de certificats d'origine spéciaux qui, selon lui, constituaient une mesure discriminatoire interdite par le GATT, puisqu'elle s'appliquait uniquement à certains pays.

191. Le représentant des Etats-Unis a demandé des précisions concernant la réponse au sujet de PROCAMPO: les producteurs étaient-ils habilités à recevoir des versements nécessaires pour pratiquer certaines cultures ou pour consacrer des terres à des activités spécifiques?

192. La représentante de l'Australie a pris note que le Mexique importerait du sucre en dépassement du contingent tarifaire en fonction de la demande intérieure; elle a demandé si le contingent tarifaire NPF serait assorti de droits NPF.

193. Le représentant du Japon a demandé des informations complémentaires à ce sujet et fait part de son inquiétude en ce qui concerne le régime des *maquiladoras* en 2001. Ce régime ne lui semblait pas pleinement conforme aux dispositions de l'article XXIV:5 b) du GATT.

194. Le représentant du Mexique a répondu aux questions de la Corée en soulignant que les certificats d'origine ne constituaient pas des règles d'origine spéciales; le Mexique avait consulté la Corée et d'autres pays sur ce sujet. Il était convaincu que ces certificats étaient compatibles avec ses obligations multilatérales. Quant aux restrictions à l'importation des véhicules automobiles assemblés, les mesures en question ainsi que le Décret sur l'industrie automobile avaient été notifiés comme le prévoyaient les règles de l'OMC. Le décret contenait des dispositions prévoyant une suppression progressive qui, une fois mises en oeuvre, se traduiraient par un régime plus libéral.

195. Au sujet de la question posée par les Etats-Unis, le programme PROCAMPO n'imposait pas une culture particulière et les terres pouvaient être affectées à n'importe quelle culture, à l'élevage, à l'exploitation forestière ou à la protection de l'environnement. Quant à la question de l'Australie sur le sucre, le représentant du Mexique a déclaré que les contingents préférentiels ouverts dans le cadre d'accords régionaux s'ajoutaient à ceux accordés aux Membres de l'OMC sur une base NPF.

196. S'agissant des questions sur les *maquiladoras* posées par le Japon, les premières semblaient concerner une violation éventuelle de l'article XXIV du GATT par le nouveau régime qui devait être adopté en l'an 2001, dans la mesure où il impliquerait un remboursement des droits de douane moins élevé qu'actuellement. Le Mexique ne considérait pas que cela constituait une violation de l'article XXIV relatif aux droits NPF que le nouveau régime n'aurait pas pour effet d'augmenter. Quant aux mesures éventuelles faisant actuellement l'objet de discussions avec l'industrie des *maquiladoras*, leur définition restait à établir. Il n'était donc pas possible d'en donner le détail, mais des consultations approfondies avec les entreprises établies au Mexique se déroulaient actuellement, ce qui témoignait de la priorité élevée accordée à cette industrie; les mesures à venir viseraient à assurer la compétitivité de celle-ci.

iv) Questions spécifiques

197. Le représentant du Mexique a déclaré que les négociations de l'ALENA avaient donné une impulsion majeure à la libéralisation de l'investissement étranger direct amorcée en 1989. La libéralisation découlant de l'ALENA s'était effectuée sur une base NPF en vertu de la Loi sur l'investissement étranger (LIE), qui avait supprimé les limites imposées aux investissements dans pratiquement toutes les activités. Seules 16 des 704 activités figurant dans la classification mexicaine des activités et des produits étaient réservées à des ressortissants mexicains et dix à l'Etat. La libéralisation opérée en 1995 dans les télécommunications par satellite, les transports ferroviaires, ainsi que le stockage, le transport et la distribution du gaz naturel - activités précédemment réservées à l'Etat - avait exigé des modifications de la Constitution.

198. Le Congrès mexicain avait remanié la Loi sur l'investissement étranger en décembre 1996 de façon que les investisseurs bénéficient d'une sécurité juridique accrue. Ce remaniement consistait à établir des délais au terme desquels les autorisations devenaient automatiques, à encourager les investissements dans des activités où seuls des investissements étrangers minoritaires étaient autorisés, à améliorer les statistiques sur l'investissement étranger direct, à conférer à la Loi sur l'investissement étranger un caractère autonome en lui ajoutant les modifications précédemment apportées à d'autres textes et à simplifier les procédures administratives du SECOFI et du Ministère des affaires étrangères.

199. Les accords de libre-échange actuels du Mexique comportaient des dispositions relatives à l'investissement et aux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et pouvoirs publics. Ces dispositions figureraient dans les futurs accords de libre-échange. Le Mexique avait en outre conclu des traités bilatéraux sur la protection des investissements avec la Suisse, l'Espagne et l'Argentine. La veille, il avait signé un accord avec l'Allemagne et poursuivait des négociations dans ce sens avec différents pays d'Europe. Le Mexique participait activement à la négociation de l'Accord multilatéral sur l'investissement dans le cadre de l'OCDE.

200. Les différences mentionnées par le second présentateur en ce qui concerne les données sur l'investissement étranger dans le rapport du Secrétariat et celui du gouvernement étaient imputables à des différences de méthodologie. Conformément au Manuel de la balance des paiements du FMI, la définition officielle de l'investissement étranger direct était la suivante: investissement notifié au Registre des investissements étrangers du SECOFI par des personnes morales ou physiques étrangères établies au Mexique, capital-actions dans des entreprises nouvelles ou augmentations de la participation dans des entreprises établies et investissement dans des fonds immobiliers; machines et équipements importés provisoirement par des *maquiladoras*; bénéfices réinvestis dans des entreprises à participation financière étrangère directe, et transactions liées à la gestion de la dette entre entreprises associées. Le rapport du Secrétariat faisait uniquement état de la première catégorie d'investissements. Selon la méthodologie appropriée, les investissements étrangers directs au Mexique de 1994 à 1996 s'élevaient à 31,5 millions de dollars EU.

201. La déréglementation de l'économie avait été entreprise initialement dans le cadre de la libéralisation et de la privatisation dans des secteurs traditionnellement réglementés tels que les télécommunications, les transports, le tourisme, les chemins de fer, les ports, l'électricité, la pêche et les industries extractives. La déréglementation réalisée par le Conseil de la déréglementation économique avait été axée sur la rationalisation des procédures administratives en vue de réduire les inefficacités liées au nombre excessif de règlements et de formalités qui entravaient les transactions commerciales et les investissements. Constitué de représentants du secteur public, du secteur privé, des syndicats et de l'université, le Conseil avait entrepris un réexamen général du cadre réglementaire fédéral; il s'était efforcé par ailleurs de coordonner son action avec celle des Etats fédéraux, qui procédaient également à une déréglementation. Diverses réformes législatives avaient suivi, notamment la réforme de la Loi sur les procédures administratives, de la Loi sur la métrologie et la normalisation, de la Loi sur les industries extractives et de la Loi sur les investissements étrangers; les réformes du droit commercial et du droit civil avaient réduit de 50 000 le nombre des affaires traitées par les tribunaux du district fédéral, ce qui avait entraîné une économie d'environ 1 milliard de pesos.

202. La Commission fédérale de la concurrence (CFC) jouissait d'une autonomie technique et administrative pour appliquer la politique de la concurrence, notamment en matière de prévention, d'enquêtes et de lutte contre les monopoles, de pratiques monopolistiques, de concentrations anticoncurrentielles, de détermination des sanctions et de leur application. La crédibilité de la Commission avait augmenté au fil de l'évolution progressive de l'attitude des acteurs économiques, comme en témoignait l'augmentation de 42 pour cent du nombre d'affaires traitées entre 1994 et 1996. La Commission fédérale de la concurrence avait également participé à la déréglementation et à la privatisation ainsi qu'à l'élaboration de divers textes législatifs, favorisant ainsi la concurrence dans divers secteurs, dont les télécommunications, les chemins de fer, l'aviation, les ports et les aéroports. La Commission pouvait exiger toutes informations nécessaires pour des enquêtes sur les pratiques anticoncurrentielles et définir les mécanismes de coordination permettant de prévenir et de combattre ces pratiques.

203. La Commission fédérale de la concurrence participait activement aux travaux de diverses instances internationales s'occupant de la concurrence, notamment au sein de l'Organisation Asie-Pacifique de coopération économique, de l'Accord de libre-échange des Amériques, de l'OCDE, du SELA, de la CNUCED et de l'OMC. Le Mexique suivait les recommandations de l'OCDE concernant la coopération en matière de pratiques anticoncurrentielles affectant les échanges. Il participait en outre aux groupes de travail établis dans le cadre du G-3 et de l'ALENA; dans ce dernier cas, les travaux portaient notamment sur le commerce et la concurrence et sur des analyses comparatives des législations relatives à la concurrence dans les trois pays membres. L'ALENA définissait des règles de coopération au moyen de consultations, d'une assistance juridique mutuelle, de notifications et d'échanges d'informations. La CFC avait favorisé l'établissement de relations plus étroites avec les organismes chargés de la concurrence de différents pays, notamment le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Union européenne et divers autres pays. Elle participait aussi à des programmes de coopération technique et de diffusion de l'information.

204. Au sujet de la propriété intellectuelle, le représentant du Mexique a fait observer que son pays avait mis à profit la période de transition ménagée pour les pays en développement à l'article 65 de l'Accord sur les ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce), bien que sa législation soit moderne et protège adéquatement et efficacement tous les droits de propriété intellectuelle. Le Mexique était doté d'une législation sur la propriété intellectuelle (promulguée en 1991 et remaniée en 1994), sur le droit d'auteur (1996, remaniée en 1977) et sur les variétés végétales (1996).

205. La législation sur la propriété intellectuelle couvrait les brevets, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels, les secrets, les marques et les appellations d'origine. Les réformes de 1994 avaient créé l'Institut mexicain de la propriété industrielle (IMPI), autorité administrative chargée de l'examen, de la délivrance, de l'enregistrement et de l'annulation des brevets, des enquêtes sur les infractions éventuelles et de l'adoption de toutes mesures ou sanctions appropriées. La législation prévoyait l'attribution de licences obligatoires lorsqu'un brevet n'avait pas été exploité sans raison valable et lorsque le détenteur du brevet n'était pas en mesure de le faire; les licences étaient temporaires et donnaient lieu au paiement de redevances au détenteur du brevet. L'IMPI pouvait infliger des sanctions administratives sous forme d'amendes pouvant atteindre 20 000 fois le salaire journalier minimum, plus 500 journées de salaire minimum par journée d'infraction, ainsi que la fermeture des établissements, ou leur suspension administrative pour des périodes pouvant atteindre 36 heures. Des sanctions pénales pouvaient aussi être imposées par les autorités judiciaires, avec des amendes pouvant atteindre 10 000 fois le salaire horaire minimum et des peines d'emprisonnement de deux à six ans.

206. Une nouvelle Loi sur le droit d'auteur avait créé l'Institut national du droit d'auteur (INDA) et l'autorité administrative correspondante. Les tâches de l'Institut consistaient à encourager et à protéger le droit d'auteur et les droits connexes en enquêtant sur les violations éventuelles et en imposant si nécessaire des sanctions administratives. L'INDA était également chargé de la lutte contre le piratage au moyen de procédures administratives et d'amendes pouvant atteindre 10 000 fois le salaire journalier minimum, plus 500 jours de salaires minimums par journée d'infraction. Le Code pénal traitait également du piratage et des délits connexes, qui étaient sanctionnés par des peines de prison pouvant atteindre six années. Le règlement d'application de la nouvelle loi devaient être mis au point sous peu.

207. La Loi fédérale sur les variétés végétales, promulguée en octobre 1996, protégeait les droits des créateurs de nouvelles variétés végétales en leur conférant l'exclusivité de leur exploitation. Le règlement d'application de cette loi devait être publié sous peu. Le 9 août 1997, le Mexique était devenu le trente-quatrième membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).

208. La Loi sur les douanes prévoyait des procédures visant à arrêter à la frontière les marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, sur demande de l'IMPI et du Ministère de la justice. Les autorités mexicaines devaient adresser prochainement au Congrès un projet de loi pour la protection des schémas de configuration de circuits intégrés.

VII. REMARQUES RECAPITULATIVES DU PRESIDENT

209. Le deuxième examen de la politique commerciale du Mexique a eu lieu les 7 et 8 octobre 1997. Les remarques suivantes, faites sous ma seule responsabilité, visent à résumer les points essentiels de la discussion et ne sauraient constituer un rapport complet, lequel figurera dans le compte rendu de la réunion.

210. La discussion a porté sur quatre thèmes principaux:

i) Politique économique et politique de développement

211. Les Membres ont rendu hommage au Mexique pour l'évolution positive de sa situation macro-économique depuis la grave crise de 1995; la croissance avait repris, l'inflation était jugulée, les apports de capitaux avaient augmenté et les finances publiques s'étaient améliorées. Ils ont félicité les autorités mexicaines d'avoir réagi courageusement à la crise financière de 1994, et notamment d'avoir su éviter les mesures protectionnistes. Ils ont aussi constaté la chute du revenu par habitant après la crise de 1995 et la persistance de la pauvreté, surtout en milieu rural. En outre, depuis quelque temps, certains indicateurs, dont le solde courant de la balance des paiements, se détérioraient à nouveau. Certains Membres ont souligné que le Mexique devrait maintenir son taux de change à un niveau compétitif.

212. Le représentant du Mexique a répondu que le gouvernement mexicain avait réagi à la crise financière de 1994 en approfondissant les réformes et en accélérant les changements structurels et la libéralisation économique, marquant ainsi son attachement aux disciplines du marché. Il a donné des détails sur la politique budgétaire menée pour améliorer l'équilibre entre les recettes et les dépenses et réduire la dette publique. La réforme des retraites était appelée à accroître l'épargne et à contribuer au financement de l'investissement futur. Récemment, la politique monétaire avait été utilisée, par le biais des taux d'intérêt, pour empêcher le taux de change réel d'augmenter à la suite des apports financiers à court terme. De ce fait, les exportations avaient fait un bond en avant. Conscient des effets de la crise sur le niveau de vie, le gouvernement mexicain recherchait une croissance soutenue à moyen terme, créatrice d'emplois, qu'il considérait comme le meilleur moyen de remédier à ce problème; les ressources publiques consacrées aux difficultés sociales étaient en augmentation. Les perspectives de croissance pour les prochaines années étaient bonnes: au moins 6 pour cent cette année et 5,5 pour cent en 1999 et 2000, avec des exportations qui continueraient de jouer un rôle important.

213. L'intervenant a ajouté que la nécessité d'assurer un développement durable, de créer des emplois et d'améliorer le niveau de vie était reconnue dans le Programme de politique industrielle et de commerce extérieur (PPICE). Une politique était menée afin d'atténuer les imperfections du marché et d'améliorer la compétitivité de l'industrie. Le représentant a donné des détails sur divers aspects du programme destiné à mieux informer les entreprises, à favoriser les économies d'échelle, à faciliter le regroupement des petites entreprises, à encourager le transfert de technologie et à perfectionner la main-d'oeuvre.

ii) Commerce régional et multilatéral

214. Les Membres ont rendu hommage au Mexique pour le rôle actif et positif qu'il jouait à l'OMC. Ils ont aussi noté sa participation grandissante à des accords commerciaux régionaux, soulignant en particulier le rôle majeur de l'ALENA dans les réformes de la politique commerciale nationale. Parmi les sujets de préoccupation figuraient la très grande dépendance que le Mexique continuait d'entretenir par rapport au marché des Etats-Unis, l'écart grandissant entre les taux de droits de douane préférentiels

et NPF, et l'incidence sur les pays tiers des règles relatives à l'évaluation en douane et des règles d'origine de l'ALENA. Les Membres ont donc sollicité les vues du Mexique sur le lien entre la libéralisation régionale et multilatérale et sur la possibilité d'une distorsion des échanges, ainsi que sur la réciprocité comme principe directeur de la politique commerciale. Ils ont demandé dans quelles conditions le Mexique étendrait à tous les Membres de l'OMC les avantages de la libéralisation issus de l'ALENA. Ils ont aussi souhaité connaître les projets du Mexique en matière d'intégration régionale.

215. Le Mexique a été encouragé à notifier à l'OMC l'accord G-3 et ses accords avec la Bolivie et le Costa Rica. Des détails lui ont aussi été demandés sur la justification, au regard de l'OMC, de l'existence dans l'ALENA de certaines périodes d'élimination progressive supérieures à dix ans.

216. Le représentant du Mexique a répondu que la participation à l'OMC, et notamment au mécanisme de règlement des différends, était fondamentale pour la politique commerciale de son pays. C'était aussi un élément essentiel de la méthode appliquée par le Mexique pour surmonter la crise financière car elle avait eu un effet positif sur les attentes des milieux d'affaires et des milieux financiers et avait affermi la confiance du pays dans son avenir. Les relations entre le Mexique et les Etats-Unis étaient intenses et complexes; l'ALENA constituait, pour la coopération nord-américaine, un fondement juridique permanent qui allait au-delà des engagements issus du Cycle d'Uruguay. Etant donné la lenteur avec laquelle progressait le système multilatéral, le Mexique continuait d'explorer la piste régionale afin de parvenir à une plus grande libéralisation. Parmi les nouvelles zones visées par cette coopération, l'intervenant a mentionné l'UE, Israël et l'APEC. Le Mexique n'en était pas moins favorable à l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations multilatérales destiné à faire avancer encore davantage les consolidations et la libéralisation.

217. Le représentant a fait observer que de nombreux avantages procurés par l'ALENA étaient accessibles sur une base NPF aux autres Membres de l'OMC, notamment dans les services autres que les services financiers. Le Mexique avait en outre supprimé récemment ses droits NPF sur quelque 1 200 lignes tarifaires concernant les facteurs de production et les machines. Depuis 1995, les importations en provenance des partenaires extérieurs à la zone de libre-échange se révélaient très dynamiques; elles avaient enregistré une croissance très rapide au premier semestre de 1997. Concrètement, le Mexique attachait aussi de l'importance au principe NPF et à celui du traitement national dans les marchés publics fédéraux; les réserves en faveur des fournisseurs nationaux étaient clairement indiquées dans les traités internationaux conclus par le Mexique. Le représentant a déclaré en conclusion que les accords régionaux auxquels le Mexique était partie complétaient le système multilatéral. La plupart d'entre eux, dont l'ALENA, l'ALADI et l'accord G-3, avaient été notifiés, et les autres le seraient sous peu.

iii) Mise en oeuvre de la politique commerciale, y compris les politiques sectorielles

218. Les Membres se sont dits sensibles aux baisses autonomes des droits de douane et aux autres allègements de restrictions opérés par le Mexique depuis les années 80. Ils ont toutefois exprimé leur préoccupation quant à l'écart entre les droits consolidés à des taux plafonds et les taux effectivement appliqués; cette question était mise en relief par les augmentations apportées en 1995 aux droits sur les textiles, les vêtements et les chaussures. Certains Membres ont demandé la raison de ces augmentations au regard de la forte dévaluation subie précédemment par la monnaie mexicaine.

219. Plusieurs Membres se sont dits préoccupés par le fait que le Mexique faisait reposer son évaluation en douane sur une base f.a.b. pour les pays membres de l'ALENA et c.a.f. pour les autres. Certains ont demandé des renseignements sur les prescriptions en matière d'enregistrement, y compris sur une base sectorielle. Des informations ont également été demandées sur les restrictions à l'entrée de divers produits par certains ports mexicains.

220. Certains Membres ont noté que le Mexique avait fréquemment recours à des mesures antidumping, ce qui, à leur avis, mettait les opérateurs économiques face à une plus grande incertitude, tout en nuisant aux réformes nationales. Des renseignements ont été demandés sur les modifications envisagées au sujet de la législation antidumping et sur l'indépendance de l'autorité chargée des mesures antidumping; il a aussi été noté que le Mexique imposait des prescriptions spéciales en matière de certificat d'origine pour certains produits soumis à des mesures antidumping; aux yeux de certains Membres, ces prescriptions imposaient des exigences excessives aux opérateurs des pays tiers.

221. Un autre problème pouvait également se poser du fait du recours accru à des prescriptions techniques et à des prescriptions en matière d'étiquetage, qui ne semblaient pas conformes aux normes internationales, notamment les règlements concernant les marques adoptés en 1996. Le Mexique a été invité à donner la justification scientifique des mesures visant les importations de riz.

222. Les Membres ont noté que le Mexique n'était pas membre de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics et qu'il limitait les appels d'offres nationaux aux fournisseurs nationaux. Ils lui ont demandé s'il envisageait d'adhérer à un nouvel accord sur les marchés publics ou de participer aux discussions en cours sur la transparence.

223. Plusieurs Membres ont demandé au Mexique quand il notifierait la CONASUPO comme entreprise commerciale d'Etat.

224. Les Membres ont demandé où en étaient les réformes touchant l'agriculture, et notamment le recours à des contingents tarifaires et à des paiements directs au titre du programme PROCAMPO. Certains ont estimé que le Mexique devrait libéraliser davantage ses échanges sur une base NPF.

225. Les Membres ont reconnu l'importance économique considérable du secteur des *maquiladoras*, mais certains ont souligné qu'il fallait encourager le Mexique à l'intégrer davantage à l'économie nationale. Plusieurs Membres ont demandé des détails sur la suppression progressive de ce régime d'ici à 2001, comme le prévoyait l'ALENA, et sur le régime qui serait alors en vigueur concernant les pays tiers.

226. La politique mexicaine de promotion du secteur automobile a été jugée contraire à l'orientation générale du pays, qui cherchait à rendre son régime commercial plus libéral. Certains Membres ont demandé comment les restrictions actuelles seraient levées pour les fournisseurs qui ne fabriquaient pas au Mexique. Le Mexique a été invité à ouvrir son marché automobile après l'an 2000, comme le prévoyait l'Accord de l'OMC sur les MIC.

227. Les Membres se sont enquis des plans destinés à libéraliser davantage les échanges et les conditions d'investissement dans les services et se sont félicités de la participation active du Mexique aux négociations en cours. Des détails ont été demandés sur la politique mexicaine relative aux services financiers. Des renseignements ont également été demandés sur la façon dont les banques de développement mexicaines obtenaient des fonds et fixaient les taux d'intérêt.

228. Le représentant du Mexique a répondu que la libéralisation des échanges dans son pays, y compris les récentes suppressions de droits de douane, était en grande partie le fruit de décisions autonomes, dont tous les partenaires bénéficiaient. L'écart entre les taux consolidés et les taux effectivement appliqués était dû à cette libéralisation ainsi qu'à la tarification dans le secteur de l'agriculture. Le Mexique était prêt à participer à des négociations sur les niveaux consolidés au cours d'un nouveau cycle multilatéral. L'intervenant a fait remarquer que les augmentations apportées récemment aux droits de douane sur les textiles, les vêtements et les articles en cuir étaient dans la limite des niveaux consolidés. L'écart entre l'évaluation en douane sur une base f.a.b pour les échanges entre membres de l'ALENA et sur une base c.a.f. pour les autres serait négligeable et temporaire en raison de la proximité géographique et de la part élevée des échanges en franchise de droits, qui engloberaient à terme la totalité des échanges entre membres de l'ALENA. Le représentant a indiqué que les procédures antidumping étaient engagées en fonction des demandes. Le nouveau projet de loi, qui devait encore être approuvé par le Congrès, visait à harmoniser la législation nationale avec les règles de l'OMC, qui avaient le statut de loi suprême au Mexique. Les certificats d'origine avaient pour but d'empêcher le contournement dans les cas où des droits antidumping définitifs avaient été imposés.

229. Le représentant a déclaré qu'il n'était pas obligatoire que les normes nationales soient strictement conformes aux normes internationales, encore qu'au Mexique, les secondes servent souvent de base aux premières et que cela soit jugé important pour le développement économique et la compétitivité internationale du pays. Il a donné des détails sur le fonctionnement de la Commission nationale de normalisation, sur les procédures mexicaines d'établissement des normes et des prescriptions en matière de certification, qui étaient ouvertes, transparentes et équitables, et sur l'emploi des procédures ISO 9000 et 14000. Les dispositions de l'ALENA à cet égard étaient compatibles avec les règles et le Code de pratique de l'OMC. L'intervenant a aussi donné des détails sur la coopération entre le Mexique et l'UE. Il a expliqué le fonctionnement du système d'étiquetage mexicain. Les règles sanitaires et phytosanitaires étaient élaborées, régies et coordonnées par la Commission nationale d'hygiène vétérinaire et de protection des végétaux, qui était un organe autonome.

230. Comme cela avait été dit précédemment, le Mexique appliquait, pour ses marchés publics, un régime transparent et non discriminatoire, et la plupart des marchés fédéraux faisaient l'objet d'appels d'offres internationaux. Les règles de réciprocité reflétaient les réalités internationales. Le Mexique, qui avait milité pour que cet aspect figure dans les accords sur la zone de libre-échange, soutenait les travaux du Groupe de travail de la transparence des marchés publics créé à l'OMC. Pour l'instant toutefois, l'Accord sur les marchés publics ne comptait qu'un nombre limité de membres et ne garantissait pas un traitement réciproque.

231. Le représentant a souligné qu'à la suite du Cycle d'Uruguay, la CONASUPO n'était plus le seul canal d'importation du lait en poudre. D'autres entités pouvaient importer ce produit au taux de droit prévu dans la limite du contingent si elles présentaient un certificat en bonne et due forme, et au taux hors contingent dans les autres cas. Il ne fallait pas confondre la délivrance de licences aux importateurs "traditionnels" (en l'occurrence la CONASUPO) pour les importations dans la limite du contingent avec les opérations de commerce d'Etat.

232. Le représentant a aussi donné des détails sur le fonctionnement de diverses politiques sectorielles. Il a dit que le régime des entreprises de fabrication sous douane (*maquiladoras*) changerait à compter du 1er janvier 2001 à la suite des engagements pris au titre de l'ALENA: les droits de douane appliqués aux facteurs de production deviendraient identiques pour les produits vendus sur le marché intérieur et les produits exportés vers les autres partenaires de l'ALENA. Les importations en provenance de partenaires non membres de l'ALENA resteraient soumises à des droits NPF.

233. Au sujet de l'agriculture, l'intervenant a expliqué le rôle et la portée du programme PROCAMPO; les importations pouvaient excéder les engagements pris à l'OMC en matière d'accès si c'était nécessaire pour assurer l'approvisionnement du marché; le contrôle des prix ne s'appliquait qu'aux tortillas et à la farine de maïs. A propos de la politique automobile, qui visait à exposer progressivement le secteur à la concurrence extérieure, des dispositions relatives aux MIC avaient été notifiées, et des aspects de l'ALENA avaient été examinés au Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC; l'intervenant a fait observer que le Conseil du commerce des marchandises pouvait prolonger la période transitoire autorisée en vertu de l'Accord sur les MIC.

234. Le représentant a indiqué que, depuis quelques années, l'ouverture et la déréglementation du marché avaient amélioré l'offre dans le secteur des services ainsi que la compétitivité de ce dernier. Les engagements pris par le Mexique dans le cadre de l'OMC étaient vastes et ambitieux. Les seules exceptions au traitement NPF visaient le transport terrestre à travers la frontière avec les Etats-Unis; le Mexique était en train de revoir ses engagements afin de lever autant d'obstacles que possible sur une base NPF. L'intervenant a donné des détails sur certaines limites touchant l'investissement étranger et sur les circonstances dans lesquelles elles pouvaient être dépassées. Il a aussi fait le point sur l'évolution, les consolidations et les conditions relatives à l'investissement étranger direct dans les télécommunications, les transports maritimes et terrestres et les services financiers.

iv) Questions spécifiques

235. Les Membres ont demandé des informations sur les courants récents d'investissement étranger ainsi que sur les politiques et réglementations visant à diversifier les sources des investissements nouveaux. Ils se sont enquis de la suppression des restrictions qui s'appliquaient encore à la participation privée et étrangère dans un certain nombre de secteurs.

236. Le Mexique a été interrogé sur les événements récents touchant la Commission fédérale de la concurrence, sur les projets de renforcement de celle-ci et sur les programmes de coopération avec d'autres pays en matière de politique de la concurrence.

237. Plusieurs Membres ont constaté avec satisfaction l'adoption d'une législation améliorée sur la propriété intellectuelle, tout en posant diverses questions sur la protection des végétaux, le droit d'auteur et les mesures visant à faire respecter les droits. Un Membre a demandé des renseignements au sujet d'une nouvelle loi sur la santé qui viserait les médicaments génériques.

238. Le représentant du Mexique a répondu que la Loi de 1996 sur l'investissement étranger avait étendu sur une base NPF le traitement négocié au titre de l'ALENA. Il a cité des exemples de libéralisation et de simplification du régime des investissements. D'autres accords commerciaux régionaux énonçaient aussi des disciplines en matière d'investissement. Des accords bilatéraux de protection des investissements avaient été signés avec un certain nombre de pays, et le Mexique prenait une part active aux négociations en cours à l'OCDE au sujet d'un accord multilatéral sur l'investissement.

239. L'intervenant a dit que la libéralisation économique était complétée par la déréglementation et la privatisation, notamment dans les services, la pêche et les industries extractives. Le Conseil de déréglementation économique s'employait essentiellement à simplifier les procédures administratives et à supprimer les pratiques inefficaces, et l'intervenant a donné des exemples de réforme législative dans ce domaine. Il a aussi donné des renseignements sur les opérations de la Commission fédérale de la concurrence, organe autonome chargé d'enquêter sur les monopoles, les pratiques monopolistiques et les fusions anticoncurrentielles et de les combattre, de favoriser la déréglementation et de promouvoir un environnement concurrentiel. Il a donné des détails sur la coopération internationale dans ce domaine.

240. Il a appelé l'attention sur le fait que, même s'il tirait parti de la période prolongée accordée aux pays en développement pour mettre en oeuvre l'Accord sur les ADPIC, le Mexique s'était doté d'une législation moderne dans ce domaine, qui portait sur la propriété industrielle, le droit d'auteur et la protection des végétaux. Des travaux étaient également en cours afin de rédiger une loi sur la protection des circuits intégrés de semi-conducteurs. L'intervenant a donné des détails sur les sanctions prévues en cas d'atteinte aux droits et a confirmé que les services douaniers pouvaient saisir les marchandises contrefaites.

*

* *

241. Dans l'ensemble, les Membres ont félicité le Mexique d'avoir poursuivi son programme de libéralisation des échanges et de réforme économique en dépit des circonstances difficiles qu'il avait traversées au cours des dernières années. Sa politique d'ouverture l'avait aidé à se relever de la crise de 1995. Toutefois, des préoccupations ont été exprimées sur certains points au cours du débat, à savoir notamment: l'équilibre entre le régionalisme et le multilatéralisme; le recours aux mesures antidumping; les politiques relatives aux marchés publics; l'application des normes; et certains aspects sectoriels des politiques relatives à l'agriculture, au secteur manufacturier et aux services. Les Membres ont encouragé le Mexique à poursuivre sa participation positive à l'OMC.